

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

MAI 2026  
N° 202

# KARIUMAG

EWAG.

+ le livret emploi  
by bonfilon

**PHILIPPE  
AURORE**

*directeur de l'Office  
de l'eau Guadeloupe*

« PROTÉGER LA  
RESSOURCE  
ET LE VIVANT »

**DOSSIER | À BORD DES BATEAUX QUI VEILLENT SUR NOUS**

Entretien inédit avec Dr DENIS MUKWEGE 52 • 24h avec ORLANE ET CÉLIAN 58  
Déambulation DANS LE JARDIN de nos mères 70 • SÉLECTION CULTURELLE  
AUTOUR DU MOIS DES MÉMOIRES 77 • La LOI TAUBIRA a 25 ans 76

PARTENAIRES MAJOURS



# 3-11 JUILLET TRADITOUR 2026



# ÉDITO

## *Un temps pour se souvenir*

Elle habite les lieux, les visages, les gestes simples. Elle surgit de la vibration d'une conque jusqu'à émouvoir le prix Nobel de la paix Dr Denis Mukwege, en visite en Martinique. Elle se dissimule derrière un paysage, celui d'une yole sur le rivage de l'île de Gorée, 50 ans après la rencontre entre Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor. Elle se transmet dans l'apparente banalité d'une mère dans son jardin, photographiée par Cédric-Isham Calvados.

La mémoire.

Sans elle, les histoires s'effacent et les identités se fragilisent. Mais que signifie se souvenir ? On a posé la question à Audrey Célestine en ce mois de commémorations. Chez nous, la mémoire porte une force particulière. Elle traverse les récits familiaux, les traditions, les silences aussi. Elle garde la trace des joies, des souffrances, des luttes et des héritages qui façonnent nos communautés. Lien vivant entre les générations.

Parce qu'au fond, ce que nous choisissons de transmettre dit toujours quelque chose de ce que nous voulons sauver.

**Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles**  
Rédacteurs en chef  
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag, GuyaMag, MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur [www.ewag.fr](http://www.ewag.fr)  
Pour nous envoyer un mail : [prenomnom@ewag.fr](mailto:prenomnom@ewag.fr)

**Directeur de publication**  
Laurent Nesty

**Directrices de la Diffusion**  
Audrey Barty (0696 28 84 79)  
Anouck Talban

**Directrice de la stratégie commerciale**  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

**Directeur du développement**  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Directeur Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**RÉDACTION**  
**Rédacteurs en chef**  
Mathieu Rached  
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

**Coordination**  
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

**Rédacteurs**  
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Babin - Karolyne Vidéira Hubert - Laëtizia Juraver - Axelle Dorville

**Secrétaire de rédaction**  
Chantal Bigay

**Photographes**  
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim  
Christophe Fidole

**Photo de couverture**  
Lou Denim

**Design graphique**  
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)  
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

**AGENCES**  
**Martinique**  
Émilie Valérius (0696 81 60 43)  
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

**Guadeloupe**  
Audrey Béral (0690 27 82 22)  
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)  
Angela Fontana (0691 24 28 92)  
Marie Prat (0690 56 72 84)

**Assistante commerciale**  
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

**Guyane**  
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

**DIFFUSION**  
**Cheffe de projet contenu & social media manager**  
Léo Vignocan (0696 28 75 26)  
**Community manager**  
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

**VIDÉO**  
**JRI**  
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)  
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

**DISTRIBUTION**  
**Guyamag** : Iguanacom (0694 26 55 61)  
**Karumag** : BD Locations (0690 80 15 99)  
**MadInmag** : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



**EWAG GUADELOUPE - SIÈGE**  
Rue H.Becquerel - BP2174  
97195 Jarry Cedex  
0590 41 91 33

**EWAG GUYANE**  
5 Chemin Grant  
Lotissement Montjoyeux  
97300 Cayenne  
0694 26 55 61

**EWAG MARTINIQUE**  
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,  
97200 Fort-de-France  
0596 30 14 14

Ils et elles ont contribué à ce numéro



**Axelle Dorville**  
Rédactrice chez bonfilon.info



**Audrey Béral**  
Déléguée générale bonfilon



**Marie Prat**  
Consultante en communication

# L'assurance Habitation GFA

## 2 mois d'assurance offerts à vie !



[gfacaraibes.fr](http://gfacaraibes.fr)



*Asiré nou la !*

Pour toute nouvelle souscription d'une assurance habitation GFA, profitez de deux mois de cotisations offerts à vie !

Offre valable du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2026



**GFA  
CARAÏBES**

Information non-contractuelle à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.  
\*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat multirisques habitation, en tacite reconduction et par prélèvement mensuel, hors contrat à la carte. Cet avantage est acquis à vie (tant que ce contrat souscrit dans le cadre de cette opération restera en vigueur). Offre valable jusqu'au 30.06.2026.

# SOMMAIRE

## LES VOIX DU TERRITOIRE

- 10 OFFICE DE L'EAU Sobriété, clé de l'avenir de l'eau
- 14 FRANCE TRAVAIL Près de 13 600 recrutements prévus en 2026
- 20 AEROKONSULT Viser l'excellence, ici et maintenant

## ET SI

- 24 IGUAFLHOR De la graine à l'assiette
- 26 ARBIG Chaque geste compte !
- 28 DBM Du patrimoine à la modernité industrielle
- 30 EDF Faites connaître vos projets
- 32 STMI Répondre au défi sargasses
- 34 SIXT Quand l'innovation rencontre l'excellence
- 36 DOSSIER Ces bateaux qui veillent sur nous

## LES YEUX DU MÉDIA

- 52 Entretien exceptionnel avec Dr DENIS MUKWEGE
- 56 BRÈVES
- 58 DANS LES PAS d'Orlane et Célian
- 60 PEUT-ON PRÉVOIR L'ÉVOLUTION des côtes guyanaises grâce au passé ?
- 63 AVION, BOULOT, DODO : les habitués des vols interrégionaux
- 66 BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ? Réponse avec bonfilon
- 68 PORTRAIT DE CÉLIA DUQUESNAY, l'ingénieure globe-trotteuse
- 69 LE CHIFFRE
- 70 PORTFOLIO Le jardin de ma mère
- 76 LA LOI TAUBIRA en 45 minutes
- 77 Sélection culture : LE MOIS DES MÉMOIRES
- 80 IMAGE DU MOIS
- 82 CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER !



Brût de fût 60,8 %



Vieux 48,5 %

© zeste de.com



## LA RÉVÉLATION DU TEMPS.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

# bonfilon

by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?

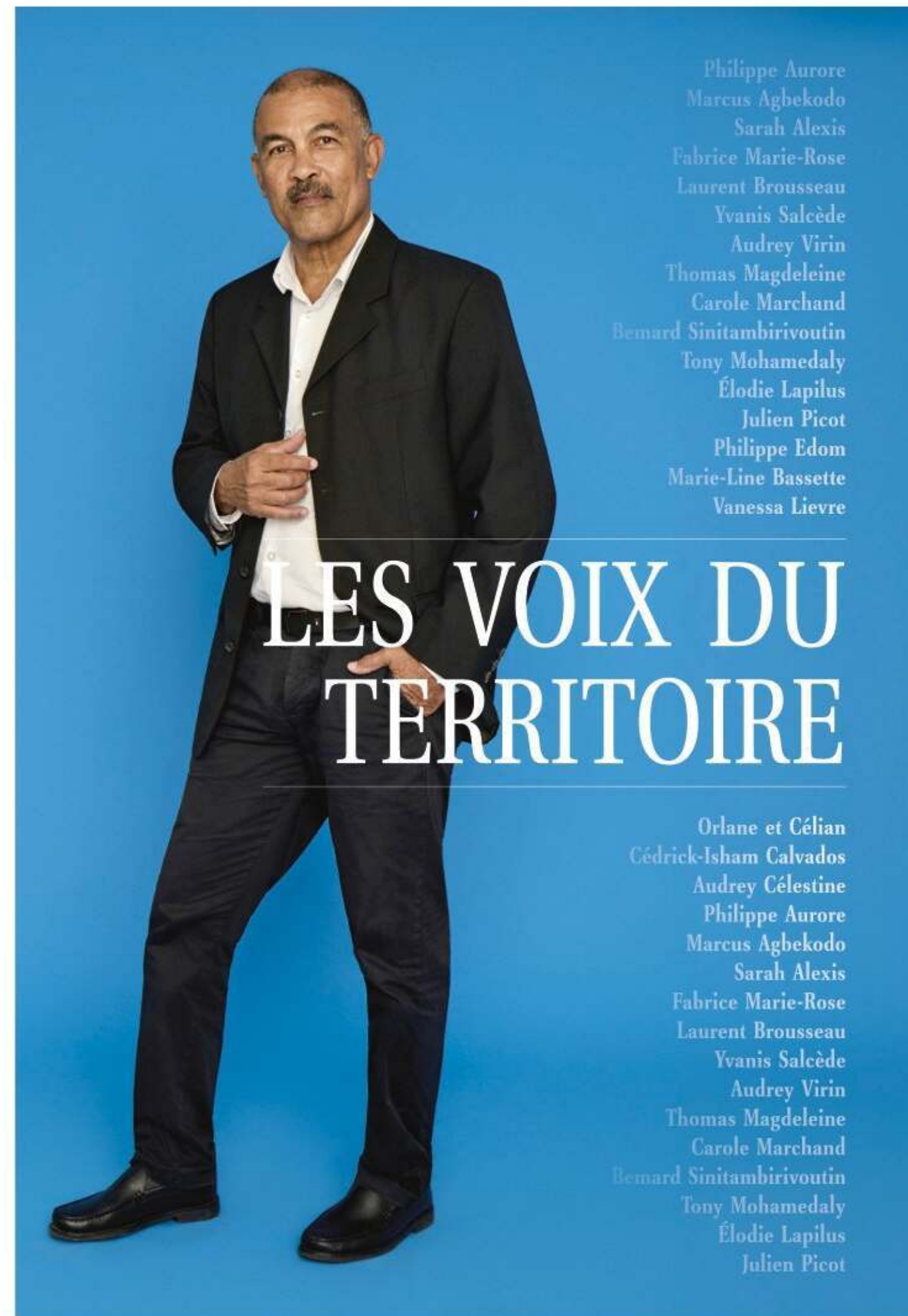


Vous recherchez un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES-GUYANE  
contact@bonfilon.info



Philippe Aurore  
Marcus Agbekodo  
Sarah Alexis  
Fabrice Marie-Rose  
Laurent Brousseau  
Yvanis Salcède  
Audrey Virin  
Thomas Magdeleine  
Carole Marchand  
Bernard Sinitambirivoutin  
Tony Mohamedaly  
Élodie Lapilus  
Julien Picot  
Philippe Edom  
Marie-Line Bassette  
Vanessa Lievre

## LES VOIX DU TERRITOIRE

Orlane et Célian  
Cédric-Isham Calvados  
Audrey Célestine  
Philippe Aurore  
Marcus Agbekodo  
Sarah Alexis  
Fabrice Marie-Rose  
Laurent Brousseau  
Yvanis Salcède  
Audrey Virin  
Thomas Magdeleine  
Carole Marchand  
Bernard Sinitambirivoutin  
Tony Mohamedaly  
Élodie Lapilus  
Julien Picot

# SOBRIÉTÉ, CLÉ DE L'AVENIR DE L'EAU

Face à une dégradation accélérée des ressources en eau, l'heure n'est plus au constat mais à l'action. Entre disparition des écosystèmes, pressions humaines et dérèglement climatique, l'**Office de l'eau** appelle à un changement radical des comportements et à une sobriété des usages.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

L'Office de l'eau Guadeloupe fête ses 20 ans en 2026. Rappelez-nous quelles sont ses principales missions ? En quoi se distinguent-elles d'autres structures comme le SMGEAG\* par exemple ?

**Philippe Aurore, directeur général de l'Office de l'eau Guadeloupe** : L'Office de l'eau, établissement public territorial créé en 2002, a pour mission principale la préservation des milieux aquatiques. C'est notre cœur de métier : étudier les rivières, les eaux côtières, les nappes souterraines, suivre leur état et agir pour les protéger. Tous les six ans, nous réalisons un état des lieux complet de ces masses d'eau avec un objectif clair : garantir une bonne qualité pour les usages humains, mais aussi pour les écosystèmes. Concrètement, nous analysons ces milieux, nous protégeons les zones humides, nous sensibilisons la population, notamment les plus jeunes, et nous accompagnons les collectivités. Nous finançons aussi, via les redevances, des équipements comme les stations d'épuration pour limiter les pollutions. En revanche, nous ne gérons pas la distribution de l'eau, contrairement à des structures comme le SMGEAG qui capte, traite et distribue l'eau. Notre rôle est d'agir en amont, de protéger la ressource et le vivant. Nous apportons aussi notre expertise aux décideurs et participons à la construction des politiques publiques de l'eau avec toujours le même objectif : préserver durablement les milieux.

L'état des lieux, publié en janvier de cette année, dresse un constat alarmant, quels sont les principaux points d'urgence en Guadeloupe ?

L'état des lieux est effectivement alarmant. On observe une dégradation globale : des masses d'eau qui étaient en bon état passent en état moyen, et celles qui étaient déjà fragiles basculent vers un état médiocre, voire mauvais. Lorsque nous parlons de masses d'eau, cela concerne l'ensemble de nos ressources en eau sur le territoire : les 47 cours d'eau, les 11 eaux côtières (littoral), les nappes souterraines, mais aussi le plan d'eau de Gaschet (lac) à Port-Louis. Et sur l'ensemble, la tendance est clairement à la dégradation.

Pour bien comprendre, nous évaluons la qualité de l'eau selon deux critères définis par la directive-cadre de l'eau à l'échelle européenne : l'état chimique et l'état écologique. L'état chimique, c'est la présence de polluants dans l'eau - pesticides, métaux lourds... Sur ce point, la situation est globalement correcte. En revanche, tout ce qui concerne l'état écologique (poissons, plantes, micro-organismes, berges...), nous assistons à une vraie dégradation. Cette situation est directement liée aux activités humaines.

**Concrètement, quels risques fait peser la dégradation de l'eau sur les rivières, les plages et la vie quotidienne ?**

Le risque est élevé. D'abord il y a la disparition progressive de la vie : les écosystèmes s'appauvrissent. Ensuite, plus l'eau est dégradée, plus elle coûte cher à traiter. Il y a donc un impact économique. Et cet impact touche aussi l'attractivité du territoire : si des rivières, des plages ou des sites sont fermés pour pollution, cela pénalise directement le tourisme. Les espaces encore préservés se réduisent au fur et à



« NOTRE RÔLE  
EST D'AGIR EN AMONT,  
DE PROTÉGER  
LA RESSOURCE ET  
LE VIVANT. »

Philippe Aurore,  
directeur de l'Office de l'eau Guadeloupe

## LES ÉTAPES CLÉS DE LA PROTECTION DE L'EAU

- La directive-cadre sur l'eau (DCE) du Parlement européen définit, depuis 2000, un cadre communautaire pour la gestion et la protection des eaux.
- En France, la mise en œuvre de cette directive passe par le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux), un outil de planification qui fixe les orientations pour atteindre la bonne santé des eaux. L'Union européenne a accordé une dernière dérogation : une période supplémentaire de six ans, de 2027 à 2033, pour permettre aux États de se mettre en conformité. À défaut, des pénalités pourront être appliquées.
- Création en 2006 de l'Office de l'eau en Guadeloupe (les agences de l'eau existent depuis 1964 dans l'Hexagone). Ce sont des établissements autonomes chargés de mettre en place la directive-cadre européenne et les missions que le code de l'environnement leur a assignées.
- Un programme de surveillance annuel est imposé par l'Europe aux États membres, via les offices de l'eau en outre-mer et les agences de l'eau dans l'Hexagone : analyses régulières de l'ensemble des ressources en eau du territoire : littoral, plans d'eau, rivières, eaux souterraines, ravines, mangroves, zones humides, coraux, herbiers, etc. Le programme de surveillance conduit par l'office de l'eau est cofinancé par l'OFB\*.
- Un état des lieux (EDL) tous les six ans est réalisé par l'Office de l'eau en fonction d'un cahier des charges précis. Il se base sur les résultats obtenus lors des prélèvements effectués annuellement ainsi que sur des rapports et enquêtes d'autres acteurs (industriels, agriculteurs, Météo France...). Le rapport final est élaboré par l'Office de l'eau après l'analyse fine et rigoureuse de l'ensemble des données. En Guadeloupe, l'état des lieux est piloté par l'office de l'eau en lien avec la DEAL.
- En plus des résultats chiffrés, l'état de lieux évoque le Risque de non atteinte des objectifs écologiques (RNAO), c'est-à-dire le risque de dégradation de la qualité des ressources en eau si aucune mesure n'est prise. Une analyse prévisionnelle, en d'autres termes.
- L'état des lieux est validé par le comité de l'eau et de la biodiversité (CEB) local qui réunit tous les acteurs socio-économiques et les élus concernés. Le document est ensuite publié par le préfet et envoyé au ministère de l'Écologie.
- L'ensemble des acteurs du territoire étudie l'état des lieux, évalue le précédent et établit le SDAGE, qui définit la nouvelle feuille de route avec le plan d'actions à mettre en œuvre. En Guadeloupe, le prochain SDAGE, en cours d'élaboration, concernera la période 2028 et 2033.

\*OFB : Office français de la biodiversité

mesure. Tout cela se fait progressivement, mais c'est déjà en cours. C'est toutefois un enjeu global, bien au-delà de la Guadeloupe. La pollution est partout, jusque dans les zones les plus isolées du monde. Nous sommes tous concernés et embarqués dans la même réalité. Il faut donc changer de modèle et miser sur un développement réellement durable. Sinon, nous allons vers la perte des écosystèmes, et à terme, la nôtre.

**Quels gestes ou réflexes chacun peut adopter pour mieux protéger ces ressources ?**

Il faut radicalement changer nos habitudes et se rappeler que protéger l'eau, c'est protéger la vie. Si nous continuons à dégrader ces milieux, c'est nous-mêmes que nous mettons en danger. Concrètement, cela passe par des gestes simples : ne pas laver son véhicule dans les rivières, respecter les périmètres de captage, prélever moins dans le milieu naturel. Il faut aussi mieux gérer les eaux usées : utiliser correctement les systèmes d'assainissement, ne pas jeter de déchets dans les toilettes qui endommagent les stations d'épuration, récupérer l'eau de pluie pour les usages domestiques, ne pas laisser couler l'eau du robinet, etc. Le mot-clé, c'est sobriété. Et cela concerne tout le monde : particuliers, entreprises, touristes. Avec le réchauffement climatique, nous savons que les sécheresses seront plus longues et que le débit des rivières va diminuer. Il faut donc agir collectivement dès maintenant.

**Quelles sont les priorités de l'Office de l'eau à court, moyen et long terme ?**

À court terme, nous déployons notre programme d'intervention (PPI) renouvelé tous les six ans. Il est centré sur la protection du grand cycle de l'eau : préserver la qualité des milieux, financer des études, accompagner les collectivités, en particulier sur la prévention des inondations. À l'occasion de nos 20 ans, nous renforçons également la sensibilisation, en particulier auprès des jeunes (création de livres jeunesse sur les milieux aquatiques) et la communication pour faire connaître nos missions.

À moyen et long terme, nos priorités restent les mêmes : étudier les milieux aquatiques pour les préserver, apporter notre expertise et sensibiliser le public. Le contexte climatique est déjà connu chez nous : hausse des températures, sécheresse plus longue et inondations plus intenses. Jusqu'à 2030, certaines évolutions sont désormais inévitables. En revanche, les efforts que nous déployons aujourd'hui peuvent encore changer la donne pour la suite, notamment à l'horizon 2050. Rien n'est inéluctable, mais cela suppose de changer dès maintenant nos modes de vie et de développement.

\*SMGEAG : syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe.

**Les 11 dangers pour nos ressources en eau**

Plusieurs activités humaines, mais pas seulement, font pression sur notre environnement et notamment sur nos ressources en eau :

- Les prélèvements excessifs d'eau tous usages confondus (pour l'irrigation dans l'agriculture par exemple) ;
- L'assainissement collectif et non collectif ;
- Les rejets industriels (2 % sont rejetés dans l'environnement) ;
- Les décharges ;
- L'agriculture/l'élevage (produits phytosanitaires) ;
- Urbanisation/infrastructures routières notamment proches du littoral ;
- Exploitation des carrières ;
- Activités halieutiques (pêche) et portuaires ;
- Le tourisme : baignade, plongée, voile, sports nautiques, plaisance, peuvent perturber les zones de ponte et de nidification ;
- Espèces végétales et animales exotiques envahissantes ;
- Les algues sargasses.

**UN BILAN ALARMANT**

- Les cours d'eau sont en majorité en état écologique moyen et en bon état chimique, mais 24 sur 47 sont en risque écologique (horizon 2033) et 14 en risque chimique.
- Concernant le littoral, 5 sites sont en état écologique moyen et 5 en état médiocre. La majorité est en risque écologique et chimique (exception pour les Saintes).
- 3 masses d'eau souterraines ne sont pas considérées à risque, deux présentent un risque à l'horizon 2033.
- Le plan d'eau de Gaschet à Port-Louis présente un risque écologique.

**« L'Océan a une capacité d'auto-épuration, mais celle-ci a ses limites. Préservez-le »**

Marcus Agbekodo, directeur général adjoint et directeur du pôle scientifique et technique de l'Office de l'eau Guadeloupe



**« PERMETTRE AU VIVANT DE REVENIR PROGRESSIVEMENT »**

« Il faut bien distinguer les choses. Quand nous parlons d'une masse d'eau qui n'est pas en bon état écologique, cela ne veut pas dire qu'il est interdit de s'y baigner ni que c'est forcément dangereux pour l'homme. Si un risque sanitaire immédiat existe, par exemple avec la présence de coliformes (bactéries), alors la baignade est interdite : là c'est du ressort de l'ARS (agence régionale de santé).

Nous, nous parlons de l'état du milieu lui-même, sa santé écologique. Cela signifie que cette masse d'eau ne se porte pas bien : certaines espèces comme le phytoplancton, les poissons ou les oiseaux peuvent disparaître. Ce n'est pas rédhibitoire pour l'usage immédiat, mais cela montre qu'il faut agir.

Je rappelle que l'océan a une capacité d'auto-épuration, mais celle-ci a ses limites. S'il continue à absorber trop de pollution, notamment liée à l'assainissement, il ne pourra plus suivre et les enjeux pourront malheureusement devenir sanitaires. L'enjeu est donc d'agir dès maintenant pour réduire ces pressions, restaurer les équilibres et préserver ces milieux sur le long terme, pour les générations à venir. »

Marcus Agbekodo, directeur général adjoint et directeur du pôle scientifique et technique de l'Office de l'eau Guadeloupe.

**EN CHIFFRES**

**60 à 70 %**

des ressources en eau de Guadeloupe sont en état médiocre.

**90 %**

de nos ressources en eau seront en état médiocre au prochain cycle (dans six ans) si aucune mesure n'est prise.

**9** espèces exotiques

envahissantes ont été comptabilisées en eau douce et en mer, comme la jacinthe d'eau, l'écrevisse américaine ou le poisson-lion.

**63 753 :**

c'est le nombre de mètres de littoral touchés en Guadeloupe par les sargasses en 2020. À l'horizon 2033, la pression « sargasses » risque de continuer à croître.



Office de l'eau Guadeloupe  
Jardin botanique de Basse-Terre Circonvallation  
Rue Alexandre Buffon - 97100 Basse-Terre  
0590 80 99 78  
www.eauguadeloupe.com  
www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/

Emploi

# PRÈS DE 13 600 RECRUTEMENTS PRÉVUS EN 2026

En 2026, le marché de l'emploi demeure dynamique. Pourtant, de nombreuses entreprises peinent encore à recruter des profils correspondant à leurs besoins. Un paradoxe que les équipes de France Travail s'évertuent à corriger.

Texte Caroline Bablin



Fabrice Marie-Rose, directeur régional de France Travail Guadeloupe et Îles du Nord

13 588 recrutements sont prévus en 2026 en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, un chiffre en légère baisse par rapport à l'an dernier, mais « qui reste élevé, preuve que notre économie continue de créer de l'emploi même si la conjoncture est incertaine », constate Fabrice Marie-Rose, directeur régional de France Travail Guadeloupe et Îles du Nord. Un dynamisme qui s'observe notamment dans les PME où sont prévus 60 % des recrutements cette année. L'autre enseignement à retenir de l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) 2026, c'est qu'un recrutement sur deux (46 % des intentions d'embauche) est jugé « difficile » par les employeurs potentiels. « C'est pourquoi nous allons travailler sur l'adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences réelles des demandeurs d'emploi », poursuit le directeur. Si certains postes peinent à être pourvus, la première

raison invoquée est « le profil inadéquat ou le nombre insuffisant de candidats ». Viennent ensuite les conditions de travail ou le déficit d'image dont peut souffrir le métier.

### Huit filières prioritaires

Pour pallier ces difficultés, France Travail s'évertue à « faire coïncider les parcours des demandeurs d'emploi et les besoins des entreprises », avec une attention particulière portée sur huit filières prioritaires : l'hôtellerie-restauration, le numérique, la construction, l'agriculture, le commerce, l'emploi public, la santé, l'action sociale et les transports. « L'objectif est de travailler sur l'attractivité et de proposer des formations courtes et ciblées qui permettent d'accéder directement à l'emploi », souligne Fabrice Marie-Rose. Des méthodes de recrutement originales ont aussi

été mises en place, telles que des immersions en entreprise, des « Restaurants éphémères », « l'Art d'accéder à l'emploi » ou encore des rendez-vous « Stade vers l'emploi », permettant aux candidats de s'exprimer autrement pour se faire remarquer des professionnels...

Quant aux équipes de France Travail Pro, elles ont été renforcées. « En 2025, nos 48 conseillers ont réalisé plus de 20 000 contacts téléphoniques avec les entreprises », souligne Gilles Plumasseau, directeur régional adjoint de France Travail Guadeloupe et Îles du Nord.

Bien sûr, France Travail collabore avec tous les membres du Réseau Pour l'Emploi - Cap Emploi, la Mission locale, l'APEC, la CCI, la Chambre de métiers et de l'artisanat, les collectivités, etc. Une convention a également été signée avec le rectorat dans l'idée de mieux faire coïncider les formations proposées par l'Éducation nationale et la réalité économique du territoire.

## Sarah Alexis, responsable territoriale Antilles-Guyane OPCO Transport

« Nous avons travaillé en étroite collaboration avec France Travail dans le cadre de la construction des filières. Des rencontres ont été organisées, nos difficultés de recrutement ont été évoquées et différentes stratégies ont été définies. Avec les ambulanciers, par exemple, nous avons invité des demandeurs d'emploi pour leur faire découvrir le métier. Ils ont été initiés aux gestes de premiers secours, comment prendre en charge les patients, et des immersions en entreprise leur ont été proposées. »



## Yvanis Salcède, gérant de Kara.com

« J'ai une entreprise de transport et de déménagement. Aujourd'hui, lorsque je veux recruter, j'identifie avec France Travail les besoins que j'ai et France Travail fait une présélection, ce qui me permet de gagner énormément de temps dans ma gestion. Je reçois dix profils qui correspondent à ce que je recherche, à ce qui est important pour moi, et que je vais pouvoir vraiment étudier avant de recevoir les personnes en entretien, au lieu d'avoir à traiter une centaine de candidatures... »

## Audrey Virin, responsable RH de SGDM (GBH)

« France Travail est un de nos partenaires phares. J'ai moi-même participé à deux opérations "Stade vers l'emploi". À travers des épreuves sportives collectives, on rencontre des candidats dans un environnement où personne ne sait qui est qui. Ça change du CV et de l'entretien durant lequel le candidat montre un visage qu'il a travaillé. Là, on les voit à travers leur esprit d'équipe, leur compétitivité, leur motivation. Tous les critères qui sont importants et qui permettent déjà de se faire une idée du candidat avant même de parler de compétences. À travers ce dispositif, j'ai pu intégrer trois personnes qui sont aujourd'hui en CDI dans nos structures. »





Kyana Prospere (Comptable), Dariane Lestin (Assistante Comptable), Chrystel Coupan (Convenience Retailing et Network Development Manager), Joelle Dibling (Assistante Administrative / HSE support), Jessica Saint-Louis (Assistante Administrative),



Sylvana Raffoul (Dispatcher), Patricia Athor (Responsable Réseau), Françoise Magloire (Responsable RH), Aurelie-Anne Calixte (Assistante Comptable), Émilie Ducados (Contrôleur Financier)

« Chez Sol, Nous salvons l'engagement, le talent et la force des femmes de notre organisation. Chaque jour, vous faites progresser notre entreprise et imprimez une empreinte durable. Merci d'être au cœur de notre réussite. »

La Direction de Sol Antilles Guyane



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

PUBLI-COMMUNIQUÉ

## L'ambition d'une agriculture locale et durable en Guadeloupe

Après dix ans dans l'informatique dans l'Hexagone, Thomas Magdeleine choisit un retour aux sources en Guadeloupe. Avec Avicolla, il investit dans la production locale de poulets, conciliant savoir-faire familial, innovation et engagement pour l'autonomie alimentaire de l'île.

À 35 ans, Thomas Magdeleine revient sur les terres de son enfance. Issu d'une famille agricole guadeloupéenne, il a suivi des études d'ingénieur à l'ECE Paris et construit une carrière de plus de dix ans dans l'informatique, notamment chez Bouygues Telecom, BNP Paribas ou le Groupe Mousquetaires. Rigoureux et expérimenté, il a mené des projets complexes avec succès. Pourtant, le désir de se reconnecter à ses racines a pris le dessus. En août 2025, il effectue son « véritable retour au pays » et lance Avicolla, une exploitation dédiée à l'élevage de poulets locaux, frais, non congelés et sans OGM. Son objectif :



Thomas Magdeleine dans son exploitation de poulets

proposer une production de qualité, respectueuse de l'environnement et du bien-être animal, tout en favorisant les circuits courts.

Pour réussir ce projet ambitieux, Thomas s'est fait accompagner par le Réseau Entreprendre Guadeloupe, qui l'aide à structurer son entreprise et à bénéficier de conseils et d'un réseau local solide. Cette collaboration renforce ses chances de succès et lui permet de conjuguer innovation et respect des traditions agricoles.

Avicolla dépasse la simple production de poulets. Il s'agit d'une démarche durable visant à renforcer l'autonomie alimentaire de la Guadeloupe et à promouvoir un modèle agricole responsable. Le projet illustre que le potentiel de développement peut être construit ici, sur le territoire que l'on connaît et que l'on aime.

En investissant ses compétences et son énergie dans l'agriculture locale, Thomas Magdeleine montre qu'ambition personnelle et engagement pour le territoire peuvent aller de pair. Avec Avicolla, il transforme un retour aux sources en opportunité concrète et durable pour sa terre natale.



RESEAU ENTREPRENDRE GUADELOUPE  
C/O Groupe Amédée Barbotteau  
Impasse Jean-Marie Jacquard  
ZI de Jarry - 97122 Baie-Mahault  
<http://www.reseau-entreprendre.org/guadeloupe/>



# THE NEW BMW X2

L'ÉLÉGANCE SANS LIMITES.



MBG | 224 rue Thomas Edison La Jaille | 0590 30 03 61

Modèle présenté : BMW X2 M35i xDRIVE. Consommation de carburant combinée (WLTP) en l/100km : 7,9. Emissions de CO<sub>2</sub> combinées (WLTP) en g/km : 175. Visuel non contractuel. Existe aussi en version 100% électrique (BMW iX2 eDrive 20). Sous réserve d'erreurs typographiques. Voir conditions en concession.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo | #SeDéplacerMoinsPolluer



Formation

# VISER L'EXCELLENCE, ICI ET MAINTENANT

Former aux Antilles, en Guyane ou à La Réunion, avec les mêmes standards, le même niveau d'exigence qu'à Paris, Genève ou Dubaï, c'est l'ambition affichée par Carole Marchand, fondatrice du centre de formation **AeroKonsult Group**, et son CFA, Outremer Academy.

Auteur Caroline Bablin - Photos Lou Denim

« Dans nos territoires ultramarins, le tourisme premium, l'événementiel et l'hôtellerie de luxe ont besoin de collaborateurs qui maîtrisent la posture, le savoir-être, l'anglais opérationnel et le sens du client international », constate Carole Marchand, fondatrice du centre de formation AeroKonsult Group, spécialisé dans le secteur aéroportuaire, un environnement où « la rigueur, le sérieux et le respect de la procédure conditionnent la sûreté de tous ». Une expertise et une culture du « zéro défaut » qui ont fait la réputation du centre de formation et qui, depuis 2019, font aussi la spécificité du CFA Outremer Academy, qui prépare les jeunes aux métiers de l'accueil, de la vente et du service.

## L'école internationale Tunon comme partenaire

Mais aujourd'hui, Carole Marchand souhaite aller plus loin. Tandis que le centre de formation s'apprête à ouvrir une antenne en Martinique, la gérante vient de signer un partenariat avec l'école internationale Tunon, dont elle est elle-même une alumni, « promotion 2000 » : « Tunon m'a donné énormément : la rigueur, la posture, le sens du service, un réseau qui m'a accompagnée toute ma carrière, et la confiance d'aller chercher des choses que je ne pensais pas être à ma portée. » Une force et un réseau dont elle souhaite aujourd'hui faire profiter les jeunes ultramarins désireux de s'investir dans un parcours d'excellence. « Tunon, c'est une pédagogie, des référentiels éprouvés », insiste Carole Marchand. « Tunon ne forme pas à un métier précis, Tunon forme à évoluer dans un environnement haut de gamme, quel que soit le secteur d'activité : salon VIP aérien, concession automobile premium, hôtels de luxe, bijouterie, conciergerie privée, etc. Ce sont les mêmes codes, le même savoir-être, la même posture. C'est ça, le vrai apport pédagogique. » De son côté, le CFA Outremer

Academy apporte l'ancrage local, la connaissance de chaque territoire.

## Avec les acteurs locaux

« À La Réunion, on travaille étroitement avec l'écosystème hôtelier et touristique de l'océan Indien. En Guadeloupe et en Martinique, on construit une approche adaptée au croisiérisme haut de gamme, à l'hôtellerie de plage premium, à l'événementiel, au commerce de luxe en zone touristique. En Guyane, le contexte est encore différent, avec une économie portée par le spatial, une fréquentation d'affaires internationale, des besoins très spécifiques en accueil et en service... On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux », explique Carole Marchand. En revanche, le diplôme, le programme et les exigences sont identiques partout, à Paris, Lyon, Cayenne, Pointe-à-Pitre ou Fort-de-France. C'est ce qui garantit la valeur du titre.

Jusque-là, les apprenants d'Outremer Academy sortaient avec un niveau 4 (niveau bac). Désormais, les étudiants en alternance pourront aller jusqu'au bachelier (niveau 6 ou bac + 3). Les codes du luxe leur seront enseignés en même temps que les compétences métier, avec au moins 30 % des cours en anglais ! Au-delà de la formation, Carole Marchand et ses équipes ont aussi pour ambition de contribuer au développement de nos territoires ultramarins : « On espère que ces jeunes, formés chez eux et aux meilleurs standards, deviendront les artisans de la montée en gamme du service, de l'accueil et de l'expérience client en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion, qu'ils feront vivre à une clientèle internationale exigeante des moments d'exception, et qu'ils renforceront ainsi l'attractivité de nos destinations. »

« On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux »

Carole Marchand, fondatrice de AeroKonsult Group et de Outremer Academy



Carole Marchand, fondatrice du centre de formation



**PRORENT**  
LOCATION DE VOITURES

*Et si vous passiez au vert ?*



Découvrez notre large gamme de véhicules hybrides !

[www.pro-rent.com](http://www.pro-rent.com)

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

**Z.I. JARRY**

228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44

reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe

ET SI...

*on prenait soin  
du vivant avant  
de le perdre ?*

Vivre sur nos territoires, en première ligne des bouleversements climatiques, c'est comprendre chaque jour à quel point le vivant est fragile et précieux. Le préserver, c'est préserver notre avenir, notre équilibre et notre capacité à habiter le monde.

Agriculture

# DE LA GRAINE À L'ASSIETTE

Au sein de l'Iguafhor, Interprofession guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture, des filières s'organisent afin de valoriser les fruits et légumes locaux. L'exemple du chou, avec la Sica les Alizés et la société Caraïbes Croc Saveurs.

Auteur Caroline Bablin – Photos Lou Denim



Bernard Sinitambirivoutin, producteur de chou



Tony Mohamedaly, président de Caraïbes Croc Saveurs

Dans les hauteurs de Saint-Claude, Bernard Sinitambirivoutin s'est lancé dans la culture de crucifères depuis une dizaine d'années. D'abord le chou vert, puis le chou chinois ou chou Pak-Choï – à ne pas confondre avec le chou de Chine, autre nom du madère ou dachine en Martinique –, et aussi

quelques essais en brocoli... Producteur de fruits et légumes depuis près de 30 ans, ce dernier a rencontré des difficultés avec ses cultures de tomates, frappées par la maladie, « une bactérie dans le sol qui s'attaquait aux solanacées (famille dont fait partie la tomate, N.D.L.R.) », précise ce dernier.

Contraint de revoir l'orientation de sa production, il opte pour le chou, « produit endémique du Sud Basse-Terre ». « J'ai commencé en cultivant du chou vert sur de petites surfaces, afin de tester le marché », se souvient Bernard Sinitambirivoutin, adhérent au groupement de

producteurs la Sica des Alizés. Il développe la production sur trois ans, jusqu'à atteindre un rythme de croisière.

## De belles qualités gustatives

Les choux sont vendus bruts, dans les grandes et moyennes surfaces (GMS), ou bien transformés par la société Caraïbes Croc Saveurs, dirigée par Tony Mohamedaly. Depuis plus de 20 ans, l'entreprise saint-franciscaine propose des fruits et légumes prêts à consommer, à destination des professionnels et des particuliers.

« Les choux arrivent à l'atelier, où ils sont lavés, désinfectés, triés, épluchés, découpés et conditionnés », explique Tony Mohamedaly, qui transforme ainsi de nombreux fruits et légumes. Son produit phare : la salade prête à l'emploi livrée aux grandes chaînes de fast-food du territoire, collectivités et grandes surfaces. Mais l'agrotransformateur a aussi diversifié sa gamme de produits au fil du temps : igname, patate douce, madère, manioc, fruit à pain, concombre, courgette, papaye verte... et bien sûr le chou vert et le chou chinois produits par Bernard Sinitambirivoutin.

Livré à l'usine en provenance directe de Saint-Claude, « le chou vert local est très apprécié », note l'agrotransformateur. « Il est plus frais, moins dur et les clients ont tendance à le trouver meilleur, d'un point de vue gustatif, qu'un chou importé ». Concernant le chou chinois ou chou Pak-Choï, s'il est apprécié, il gagnerait à être mieux connu. Conditionné par Caraïbes Croc Saveurs, il peut se conserver une dizaine de jours, mieux qu'une salade en sachet qui aura tendance à noircir. « Malheureusement, il n'est pas assez connu ici, en dehors de la communauté asiatique », déplore Tony Mohamedaly. Quant au brocoli local frais, testé par Bernard Sinitambirivoutin, « il



Avec l'agro transformation, fruits et légumes sont proposés en « prêt-à-consommer »

est exceptionnel », reconnaît le directeur de Caraïbes Croc Saveurs, mais sa production peine à se développer car il revient plus cher qu'un brocoli surgelé et importé. Et surtout, le brocoli doit être consommé rapidement une fois récolté. Les qualités de conservation, l'évolution du produit dans le temps selon le type de découpe sont autant de paramètres à prendre en compte avant de lancer un nouveau produit sur le marché.

## Soutenir la production locale

C'est la raison pour laquelle l'agrotransformateur consacre trois à quatre mois à la réalisation d'une batterie de tests : « Il faut fixer la date limite de consommation la plus juste... » Ces tests ont par exemple permis de voir que le giraumon râpé est un produit fragile. « Nous ne le vendons qu'aux professionnels, car nous sommes sûrs qu'ils vont l'utiliser immédiatement. » Pour les grandes et moyennes surfaces, il est conditionné en cubes, car il se conserve beaucoup mieux sous cette forme. En matière d'hygiène et de traçabilité, rien n'est laissé au hasard. Tous les acteurs de la chaîne ont à cœur de proposer aux consommateurs des produits locaux offrant les meilleures garanties en termes de qualité et de goût, et ce malgré les difficultés rencontrées.



Depuis l'interdiction de certaines molécules phytosanitaires, Bernard Sinitambirivoutin est en effet confronté à la teigne des crucifères. Ses rendements ont été divisés par deux. La seule solution est de faire pousser ses choux « sous serre ou sous protection de filets », ce qui représente un coût supplémentaire. Mais le producteur fait le pari de la qualité : « Notre priorité est de favoriser la production locale, et on espère que les consommateurs seront d'accord pour nous soutenir et continuer à acheter nos produits. »

Biodiversité

# CHAQUE GESTE COMPTE !

Le dispositif « Entreprise engagée pour la nature » se régionalise, piloté par l'Agence Régionale de la Biodiversité des Îles de Guadeloupe. Le lancement officiel est prévu le 12 juin. Toutes les entreprises volontaires sont invitées à signer la charte.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Élodie Lapius, chargée de mission des dispositifs « Engagés pour la Nature »

« Jarry est un cas typique. La zone dépend énormément de la mangrove et de la barrière de corail. On a l'habitude de la voir parfois inondée, mais demain, s'il n'y a plus

de mangrove ou de coraux, ce sera bien pire... », met en garde Julien Gérard, responsable du pôle Animation, sensibilisation et communication de l'Agence Régionale de la

Biodiversité des Îles de Guadeloupe (ARB-IG).

Vu sous cet angle, toutes les entreprises de Jarry, voire de Guadeloupe, devraient donc se sentir concernées

## L'EXEMPLE DU DOMAINE CANIN, ENTREPRISE ENGAGÉE POUR LA NATURE

Aux Abymes, le Domaine canin a été reconnu Entreprise engagée pour la nature par l'Office Français de la Biodiversité (OFB). Depuis deux ans, le plan d'actions est mis en place. « En préservant notre territoire insulaire, il y a aussi l'idée que la biodiversité peut représenter une opportunité économique. Si on veut protéger le territoire, chaque geste compte », affirme Miguel Soussaintjean, PDG du Domaine canin. « On a sensibilisé notre personnel sur la réduction des énergies, nous avons acheté des véhicules électriques, des récupérateurs d'eau, et pour nos formations, nous utilisons des fontaines à eau et des gobelets réutilisables », énumère ce dernier. Des actions spécifiques ont aussi été mises en place. Des chiens ont par exemple été dressés pour détecter les œufs d'iguane rayé envahissant sur les barges qui vont à la Désirade et protéger ainsi l'iguane endémique des Petites Antilles.

par la protection de l'environnement et de la biodiversité... Pour les aider, l'ARB-IG dispose d'outils qu'elle met à la disposition de celles qui souhaiteront intégrer le dispositif « Entreprise engagée pour la nature ».

### 1re étape : signer la charte

« Depuis 2019, le dispositif était géré au niveau national par l'Office Français de la Biodiversité (OFB). Mais à partir de cette année, c'est l'ARB-IG qui va le piloter en Guadeloupe, en collaboration avec des partenaires publics et privés, entreprises et associations », explique Élodie Lapius, chargée de mission pour le dispositif « Entreprise engagée pour la nature ». Une soirée de lancement est prévue le 12 juin. Les entreprises volontaires pourront signer la charte, première étape avant de s'engager dans le processus de reconnaissance. Dès lors, elles seront accompagnées par l'ARB-IG afin de franchir les différents paliers.

### 2e étape : élaborer le plan d'actions

« Une fois qu'elles ont adhéré, les entreprises signataires de la charte ont un an maximum pour s'engager et élaborer leur plan d'actions, accompagnées par l'ARB-IG », souligne Julien Gérard. Pour ce faire, elles auront accès à différents outils en ligne, notamment un

MOOC, et seront invitées à participer à trois ateliers.

Le premier est une « sensibilisation aux services écosystémiques » : eau potable et ressources alimentaires, protection contre les aléas climatiques, etc. « L'objectif est de dire pourquoi il est intéressant, en tant qu'entreprise, de protéger la biodiversité et quelles opportunités ça peut représenter », précise ce dernier. « Le second atelier consistera, pour l'entreprise, à dresser l'état des lieux des dépendances et des impacts qu'elle a par rapport à la biodiversité », poursuit Julien Gérard. Quant au troisième atelier, il s'agit d'accompagner les entreprises à rédiger concrètement leur plan d'actions. « Pour ce faire, nous disposons de différentes ressources, note Élodie Lapius, et notamment un catalogue d'actions établi au niveau national afin de donner des pistes, différentes manières de s'engager en fonction de son secteur d'activité, etc. »

Dès que le plan d'actions est finalisé, il est présenté à un jury d'experts afin d'en évaluer la pertinence. Une fois reconnue Entreprise engagée pour la nature, la société a deux ans pour mettre en place son plan d'actions. « Elle bénéficie alors d'une reconnaissance valorisable auprès de ses clients, ses collaborateurs, et des financeurs publics, tout en continuant à être accompagnée par l'ARB-IG », tient à souligner Julien Gérard.

## Soirée de lancement le 12 juin au MACTe

Toutes les entreprises intéressées par la démarche sont invitées à la soirée de lancement, le vendredi 12 juin, au MACTe, à Pointe-à-Pitre, à partir de 18 h 30. Au programme : présentation du dispositif, retour d'expérience d'entreprises déjà engagées dans la démarche, échanges avec les partenaires autour d'une collation.

Inscrivez-vous via le QR code



# DU PATRIMOINE À LA MODERNITÉ INDUSTRIELLE

Production locale

Entre activité de grossiste, création de la marque DBM, ouverture au public et transition écologique, la **Distillerie Bonne-Mère** de Sainte-Rose se réinvente en valorisant son savoir-faire tout en modernisant ses pratiques et son modèle.

Texte Sarah Balay – Photo Lou Denim



« AUJOURD'HUI,  
LA DISTILLERIE BONNE-MÈRE  
EST LA DERNIÈRE DISTILLERIE  
DE RHUM TRADITIONNEL  
DE GUADELOUPE  
CONTINENTALE »

Julien Picot, directeur général Distillerie Bonne-Mère.

Julien Picot, directeur général de la distillerie Bonne-Mère et Marc Sassier, œnologue

Fondée au XIX<sup>e</sup> siècle, la Distillerie Bonne-Mère fait partie du patrimoine industriel agricole guadeloupéen. Quelle est son histoire et quelles ont été les grandes étapes de son développement ? Julien Picot, directeur général Distillerie Bonne-Mère : À l'origine, la Distillerie Bonne-Mère de Sainte-Rose était une habitation sucrière de plus de 200 hectares. Si les premières traces écrites remontent à 1810, 1863 est retenue comme sa date de naissance. La production de rhum est, à l'époque, confidentielle (petits alambics) jusqu'à l'installation de la première colonne à distiller de type SAVALLE, entre 1870 et 1880, ce qui en fait la plus ancienne distillerie guadeloupéenne encore en activité. Depuis, la Distillerie Bonne Mère produit un rhum traditionnel élaboré à partir de mélasse, produit agricole sirupeux issu de la cristallisation du sucre.

En 1973, la production de sucre cesse sur le site. La distillerie est alors approvisionnée en mélasse par l'usine de Darbousier, à Pointe-à-Pitre, jusqu'à sa fermeture en 1980. Aujourd'hui, Bonne-Mère est la dernière distillerie de rhum traditionnel de Guadeloupe continentale et elle se fournit désormais en mélasse à la sucrerie Gardel au Moule.

La création de votre marque fin 2024 ouvre une nouvelle page. Qu'est-ce qui a motivé cette volonté de développer et d'affirmer l'identité Bonne-Mère ?

Jusqu'en 2024, nous étions essentiellement grossistes en rhum, fournissant du rhum blanc et vieux à de grandes marques et groupes antillais, caribéens, nationaux et internationaux. Cette activité reste aujourd'hui notre cœur de métier. Pour autant, nous possédons un véritable trésor : des rhums vieux en quantité, reconnus pour leur qualité. Avec la création de la marque DBM, l'ambition était de sortir de l'ombre et de valoriser cette expertise. En un peu plus d'un an, DBM a déjà remporté 39 distinctions nationales et internationales.

Notre force repose sur des assemblages qualitatifs de très vieux rhums élaborés avec l'expertise de l'œnologue de renommée mondiale, Marc Sassier. DBM est ainsi distribué dans les grandes surfaces et chez les cavistes locaux. La marque s'est ensuite implantée sur le marché national, puis au Benelux (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas). Les professionnels saluent l'arrivée de cette offre de rhum traditionnel premium encore trop rare sur les marchés local et national.

La création de la marque DBM a aussi marqué l'ouverture de la distillerie au public. Quelle expérience propose-t-elle aux visiteurs ?

Ouverte\* aux visiteurs depuis décembre 2024,



Visite guidée organisée au sein de ce patrimoine rhumier

la distillerie propose un parcours immersif et pédagogique d'1 h 30, animé par des guides qualifiés. Le site offre une plongée dans l'histoire de la distillation, avec différentes typologies de colonnes, d'anciens moulins ainsi que de vieux foudres et fûts provenant d'anciennes distilleries. Un véritable musée à ciel ouvert du patrimoine rhumier guadeloupéen. La visite se poursuit dans les chais, avant une dégustation dédiée aux arômes et aux spécificités du rhum traditionnel. Ces échanges privilégiés permettent de transmettre l'histoire du lieu, les savoir-faire ancestraux, ainsi que notre vision du développement durable et de l'innovation.

Comment la distillerie parvient-elle à concilier modernisation, efficacité énergétique et respect des méthodes traditionnelles ?

DBM a engagé, dès les années 1980, une démarche environnementale pionnière avec la méthanisation des vinasses. Aujourd'hui cela lui permet de produire l'énergie nécessaire à la distillation du rhum traditionnel sans recours aux énergies fossiles. La propriété abrite aussi 6 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires.

Le site a ensuite développé une logique d'économie circulaire : traitement des vinasses, valorisation en compost, recyclage de l'eau et réduction des prélèvements en eau de rivière grâce à des systèmes de refroidissement en circuit fermé. Ces innovations, intégrées au savoir-faire historique de la distillerie, permettent de concilier performance industrielle, tradition et réduction de l'impact environnemental.

\*Du lundi au samedi de 9 à 17 heures et le dimanche de 9 à 13 heures (réservation pour les visites, en ligne ou par téléphone).

## EN CHIFFRES

- 10 000 fûts en chêne stockés dans un des plus grands chais de vieillissement d'outre-mer
- 39 médailles dont 23 d'or
- 25 000 visites guidées depuis janvier 2025
- 14 hectares

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération



Pour la réservation des visites



Distillerie Bonne-Mère  
Rue de la Distillerie – La Boucan  
97 115 Sainte-Rose  
0690 34 80 24  
contact@dbm.fr  
www.dbm.fr

📍 Rhum-DBM  
📞 rhum\_dbm  
🌐 distillerie-bonne-mère

Énergies renouvelables

# FAITES CONNAÎTRE VOS PROJETS

**EDF Archipel Guadeloupe**, en concertation avec la Région et les services de l'État, lance une grande consultation afin de recenser, d'ici à la fin du mois d'août, tous les projets de création d'unités de production d'énergies renouvelables.

Texte Caroline Bablin



Au Comité de concertation des producteurs du 16 avril 2026 : (De gauche à droite) Sylvie Vanoukia (présidente de la Commission Energie de la Région Guadeloupe), Thierry Devimeux (Préfet de Guadeloupe), Marie-Line Bassette (directrice régionale d'EDF Archipel Guadeloupe), Emma Dahomay-Thibaudier (directrice régionale adjointe d'EDF Archipel Guadeloupe), Raphaël Gpolin (directeur régional adjoint d'EDF Archipel Guadeloupe)

Photovoltaïque, éolien, géothermie, biomasse, en 2025, les énergies renouvelables ont représenté 34,5 % du mix électrique du territoire, preuve que la transition énergétique est bien engagée. Sauf que le dernier Schéma de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S2REnR), approuvé en juin 2021, est arrivé à saturation sur la Grande-Terre. À ce jour, il n'est plus possible de raccorder la moindre installation nouvelle au réseau sur cette zone, alors que 287 projets, principalement photovoltaïques (65 %) et éoliens (25 %), sont en attente.

Face à ce constat, EDF Archipel Guadeloupe, la Région et les services de l'État ont invité l'ensemble des producteurs d'énergies renouvelables du territoire à un comité de concertation en vue de réviser le S2REnR. Ces derniers ont jusqu'à fin août pour indiquer l'emplacement de leurs futurs projets et faire le point sur la viabilité des projets existants. « Ces informations sont cruciales pour que nous puissions dimensionner les futurs travaux d'infrastructure, notamment en Grande-Terre », explique Marie-Line Bassette, directrice régionale d'EDF Archipel Guadeloupe.

## Objectif : 238 MW de puissance

C'est le préfet de Guadeloupe qui fixe la capacité d'accueil du S2REnR, en cohérence avec la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) établie par la Région, en concertation avec les services de l'État. Le premier S2REnR était « relativement modeste et visait 74 MW », constate Philippe Edom, chef adjoint du service Risques Énergie Déchets, à la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL). Le schéma révisé s'annonce bien plus ambitieux, avec une puissance de 238 MW, compte tenu que la PPE

visé 100 % d'électricité décarbonée à l'horizon 2033.

« Au-delà d'un document technique, le S2REnR est l'un des leviers majeurs de transformation de notre modèle énergétique », précise Julien Laffont, directeur Énergie, mobilité et transport à la Région Guadeloupe. « Notre ambition est d'accueillir des volumes beaucoup plus élevés d'énergies renouvelables produites localement. C'est une condition essentielle pour renforcer notre autonomie énergétique, réduire nos émissions carbone, sécuriser notre approvisionnement et créer davantage de valeur économique sur notre territoire. »

« La réussite du futur S2REnR repose sur une mobilisation collective de l'ensemble des acteurs du territoire. Car au-delà des infrastructures, c'est bien une vision partagée de la transition énergétique guadeloupéenne qu'il faut construire. »

## Un réseau en équilibre

À ce jour, la biomasse est la 1<sup>re</sup> source d'énergie renouvelable disponible. Suivie par le photovoltaïque, la géothermie, l'éolien, le biogaz et, dans une moindre mesure, l'hydraulique. De nombreux producteurs privés opèrent donc aux côtés d'EDF PEI qui exploite la centrale diesel de la Pointe Jarry.

Puis, EDF Archipel Guadeloupe, gestionnaire du système électrique, a la responsabilité d'assurer à chaque instant l'équilibre entre l'électricité produite et celle consommée, afin de garantir l'alimentation des clients sur l'ensemble du territoire. « Garantir cet équilibre est un exercice beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît », souligne Marie-Line Bassette. « Même si le système électrique est largement automatisé, des équipes sont mobilisées 24h/24 et 7j/7 pour surveiller en permanence la stabilité du système et maintenir la fréquence autour de 50 Hz. Dès qu'un déséquilibre apparaît, il

faut pouvoir ajuster très rapidement les moyens de production ou la consommation. »

Un exercice rendu plus complexe avec le développement des énergies renouvelables dites « intermittentes », comme le solaire ou l'éolien, dont la production dépend directement des conditions météorologiques et ne peut pas être pilotée à la demande.

## « L'ENJEU EST AUSSI D'AVOIR UNE RÉPARTITION PLUS ÉQUILBRÉE DES UNITÉS DE PRODUCTION SUR LE TERRITOIRE »

Marie-Line Bassette, directrice régionale d'EDF Archipel Guadeloupe

## Énergies « fatales » ou « pilotables » ?

« Le photovoltaïque et l'éolien sont des énergies dites « fatales ». Elles sont intermittentes, il faut les prendre quand elles sont disponibles, explique Marie-Line Bassette. Et quand elles ne le sont pas, on recourt à des moyens de production dits « pilotables », c'est-à-dire les centrales diesel, la biomasse et la géothermie. Le photovoltaïque et l'éolien sont donc utilisés en premier, sauf pendant la campagne sucrière, où la biomasse devient prioritaire.

En suivant tous ces paramètres, il est indispensable de savoir où se situe chaque unité de production et comment elle est reliée au réseau. Et c'est bien tout l'intérêt de ce S2REnR révisé : « Quand on aura une bonne vision de la spatialisation des producteurs, de la viabilité des projets en fil d'attente, nous



Marie-Line Bassette, directrice régionale d'EDF Archipel Guadeloupe, au Comité de concertation des producteurs du 16 avril 2026

pourrons, avec la DEAL, lancer des études plus précises pour optimiser les investissements nécessaires », admet Marie-Line Bassette.

Parallèlement et pour éviter un ralentissement durable du développement des énergies renouvelables dans l'attente des futurs travaux du S2REnR, EDF étudie des solutions dites « de flexibilité », permettant le raccordement progressif de certains projets avant la réalisation complète des infrastructures de renforcement du réseau.

Ces dispositifs reposeraient sur une adaptation ponctuelle de la production injectée lors de situations exceptionnelles de saturation. « Nous travaillons sur un système électrique de plus en plus piloté, capable d'intégrer davantage d'énergies renouvelables tout en garantissant la stabilité du système électrique », explique Marie-Line Bassette. Quant à la quote-part, c'est-à-dire la participation due par les producteurs afin de contribuer au financement des travaux, elle sera également fixée par le préfet dans le cadre du S2REnR.



Industrie

# RÉPONDRE AU DÉFI SARGASSES

Laurent Brousseau, président de STMI, créateur du Sargator

En 2011, la subite apparition des algues sargasses sur les côtes des Antilles a plongé de nombreux habitants et usagers de la mer dans un grand désarroi et une profonde impuissance. Face au risque sanitaire et économique que représente cette menace, **STMI** a imaginé le Sargator, une embarcation capable de prélever les algues en mer avant leur échouement. En 2026, 10 ans après la création du Sargator 1, l'entreprise guadeloupéenne lance le Sargator 3.

Texte Thomas Thurar - Photo Jean-Albert Coopmann

Le génie humain se nourrit souvent des épreuves et des défis. Le Sargator n'y échappe pas. L'invention de Laurent Brousseau, président de la société Soudure tuyauterie maintenance industrielle (STMI), est née d'une recherche de solution imaginée pour permettre le fonctionnement optimal de la Centrale géothermique de Bouillante, précise le Breton d'origine : « Les sargasses s'infiltraient dans les turbines d'aspiration de refroidissement de la centrale au risque de les bloquer, j'ai donc réfléchi et imaginé le premier tapis roulant capable de ramasser les sargasses flottant dans le canal dédié aux turbines. Une fois le tapis installé, je me suis dit et si on l'installait sur un bateau, c'est ainsi qu'est né le Sargator version 1 ». Ramasser les algues en mer permet d'éviter l'émanation de 2 types de gaz : l'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) et l'ammoniac (NH<sub>3</sub>), qui émanent de leur décomposition une fois échouées. Les études récentes ont démontré que l'hydrogène sulfuré est toxique. Il peut présenter des risques pour l'homme s'il est inhalé à fortes concentrations ou pendant de longues périodes. C'est conscient de ce problème de santé publique, que le gérant de STMI, habitué aux actions caritatives s'est emparé de ce nouveau défi.

### En amélioration continue

Nous sommes en 2014, le Sargator 1 est conçu et créé en Guadeloupe, il répond aux attentes de son constructeur mais déjà il affiche ses limites. Laurent Brousseau rappelle : « Les essais étaient concluants sauf qu'on chargeait dans une benne qui était à bord du bateau, et on a constaté que cette benne se remplissait trop vite par rapport au temps d'exploitation du bateau. On a donc corrigé le tir en construisant le Sargator 2 qui lui, dispose de 4 tapis et qui permet le transbordement de la récolte d'algues brunes sur une barge annexe ». Malgré de très bons résultats obtenus par la société Filet Drom, qui exploite le Sargator 2 dans les eaux du Robert et du François, son créateur a imaginé la solution ultime pour le ramassage en mer des algues sargasses, le Sargator version 3. Équipé cette fois d'un seul grand tapis de ramassage, il est capable de collecter en 1 minute 30, 2 tonnes de sargasses. Le Sargator 3 n'est pas juste une nouvelle embarcation précise le technicien : « Aujourd'hui on vend une solution, il faut un filet de blocage pour stopper la progression des sargasses, un bateau d'accompagnement avec une grue de prélèvement, une barge pour le stockage et le Sargator. Le Sargator ne peut pas travailler tout seul ».

### Des opportunités dans la Caraïbe et ailleurs

Avec désormais un recul de 12 ans, et la réalisation de 3 prototypes, STMI considère avoir les éléments pour explorer les possibilités du vaste marché caribéen confronté aux mêmes difficultés que la Martinique et la Guadeloupe : « Nous pouvons prospecter partout où il a de la sargasse, nous espérons 2 ou 3 commandes de machines en provenance d'Antigua et Barbuda. Nous avons également de la demande au Mexique. STMI ne mise pas seulement sur le Sargator mais aussi sur les tapis qu'on peut installer à proximité d'équipement hôtelier ou industriel. Nous venons de remporter une commande à Saint-Domingue pour l'installation de tapis roulants ».

Si le ramassage en mer a désormais sa solution, la prochaine étape pour Laurent Brousseau est désormais la valorisation des algues. Le groupe est en phase R & D pour imaginer comment convertir ce fléau en opportunité de développement de l'activité et en création d'emplois. Le Sargator, qui tire son nom des super-héros, a démontré son efficacité et sa longévité. Il est accessible dès 250 000 € pour la version 1 améliorée et jusqu'à 550 000 € pour la version 3.



**S.T.M.I.**  
Soudure Tuyauterie Maintenance Industrielle

STMI  
ZAC de Moudong Sud 97122,  
Baie-Mahault, Guadeloupe  
05 90 86 47 51

Éco-concession

# QUAND L'INNOVATION RENCONTRE L'EXCELLENCE

À Jarry, au cœur d'une zone très minérale, **SIXT** impose une nouvelle vision de l'automobile. Végétation, lumière naturelle, espaces ouverts composent cette éco-concession pensée dans une approche durable et responsable conçue comme un véritable lieu de vie.

Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim



Arbres et arbustes prennent leur place sur le site dans le cadre d'une approche écologique



500 m² de panneaux photovoltaïques installés pour couvrir une partie de la consommation de la concession

Pensé dès l'origine comme un projet global, ce site est aujourd'hui la première éco-concession de la Caraïbe et la 5<sup>e</sup> au monde. « Le secteur automobile est en pleine transformation, notamment face aux enjeux climatiques. Nous avons voulu démontrer qu'il est possible de concilier performance économique, mobilité premium et responsabilité environnementale », explique Vanessa Lievre, directrice générale de Sixt Antilles-Guyane.

## Un lieu de vie unique

Le site, réunit plusieurs activités complémentaires : un showroom automobiles multimarques premium, un atelier de réparation certifié Bosch, un espace de restauration en rooftop ouvert sur la végétation. « Pendant l'entretien de leur véhicule, les clients peuvent travailler, déjeuner ou simplement profiter du lieu. C'est une expérience complète, fluide, cohérente », précise-t-elle.

## Trois piliers : l'énergie, l'eau, le végétal

Tout a été pensé dans une logique durable : récupération des eaux de pluie ; production d'une partie de l'électricité grâce à 500 m² de panneaux photovoltaïques ; plus de 100 arbres et arbustes plantés, installation d'un déshydrateur pour valoriser les déchets du restaurant en compost utilisé sur place, etc.

« Nous avons également introduit l'Eco Entretien® dans notre atelier, un service qui diagnostique et réduit les émissions polluantes des véhicules, et qui s'appliquera à notre flotte de location ainsi qu'à nos clients », ajoute-t-elle.

## Agir pour le territoire

Au-delà de l'approche écologique, le projet traduit une vision du territoire. « En Guadeloupe, les enjeux climatiques et énergétiques sont centraux. Nous voulions prouver qu'un acteur privé local peut pro-

poser des solutions concrètes et innovantes. L'impact est aussi humain. Nous avons fait appel à des entreprises locales, nous avons créé de l'emploi favorisant l'insertion des jeunes », souligne la directrice générale.

L'engagement du groupe se veut aussi sociétal. Dans un contexte où le sujet des marges élevées dans le secteur automobile est au cœur de l'actualité, le groupe revendique une approche responsable et durable : « Nous faisons le choix de la cohérence et du long terme, malgré les pressions économiques », conclut Vanessa Lievre.

Entre technologie, confort et conscience environnementale, une nouvelle expérience automobile vous attend dès demain !

Inauguration prévue en juin 2026.

VINCI ENERGIES  
**OMEXOM**

PHOTOVOLTAÏQUE  
MOBILITÉ ÉLECTRIQUE  
EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

**CONFIANCE**  
**ESPRIT D'ENTREPRISE**  
**SOLIDARITÉ** **AUTONOMIE**  
**RESPONSABILITÉ**

De l'étude à l'exploitation,  
**OMEXOM conçoit et déploie vos solutions photovoltaïques et infrastructures de recharge.**

ÉTUDE & DIMENSIONNEMENT

CONCEPTION & INGÉNIERIE

CONSTRUCTION

ACCOMPAGNEMENT À L'OBTENTION DE SUBVENTIONS

ACCOMPAGNEMENT INFRASTRUCTURES DE RECHARGE

INSTALLATION DE PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE INTELLIGENTES

INSTALLATION D'OMBRIÈRES SOLAIRES

SOLUTIONS & STOCKAGE D'ÉNERGIE

GESTION INTELLIGENTE DE L'ÉNERGIE

OMEXOM ENR ANTILLES



OMEXOM ENR ANTILLES  
8 IMMEUBLE ARNO SON  
ZAC SUD II HOUELBOURG  
97122 BAIE-MAHAULT

CONTACT.ANTILLES@OMEXOM.COM  
FANELIA.TILLE@OMEXOM.COM

0590 32 32 57 - 0690 65 05 79

VOUS AVEZ UN PROJET ?



SCANNEZ-NOUS !

**SIXT**

SIXT  
470, Rue Henri Becquerel  
Baie Mahault  
Tel : 0590 91 91 54  
<https://sixtantilles.com>

# CES BATEAUX QUI VEILLEN SUR NOUS

QUATRE BATEAUX, QUATRE MISSIONS, QUATRE REGARDS ET UN OBJECTIF COMMUN : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. SURVEILLANCE DES EAUX, LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ... CHAQUE SORTIE EN MER RÉPOND AUX ENJEUX QUI SE JOUENT PRÈS DE NOS CÔTES. MAIS SI CES BATEAUX VEILLEN SUR NOUS, ILS NOUS RAPPELLEN AUSSI UNE RÉALITÉ ESSENTIELLE : PRENDRE SOIN DU VIVANT EST UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE. BIENVENUE À BORD.



# À BORD DU CIBUQUEIRA

CONTRÔLE DES BATEAUX, LUTTE CONTRE LA POLLUTION, LE BRACONNAGE ET LES TRAFICS ILLÉGAUX, INVESTIGATIONS SOUS-MARINES, ET 650 KM DE CÔTES À SURVEILLER... LA BRIGADE NAUTIQUE DE LA GENDARMERIE NATIONALE EST UN MAILLON ESSENTIEL DE LA SÉCURITÉ EN MER ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim

Quand le major Julien, commandant de la brigade nautique de la gendarmerie nationale de Guadeloupe, et ses hommes embarquent à bord du *Cibuqueira* amarré à Fouillole, au port de Pointe-à-Pitre, rien ne laisse présager le déroulement de la journée, tant leurs missions sont variées : police de la pêche, police de l'environnement, lutte contre les trafics, missions de sauvetage... S'ils sont trois à bord ce jour-là, avec l'adjudant Nicolas et le gendarme Maxime, neuf militaires composent la brigade. Tous ont suivi le cursus maritime et fluvial de la gendarmerie nationale, et huit d'entre eux sont aussi plongeurs, techniciens en investigations subaquatiques.

## « Permis et papiers du bateau ? »

La veille de notre reportage, ils étaient à La Désirade. Cette fois-ci, c'est du côté de la Rivière-Salée qu'ils vont patrouiller et faire du contrôle d'embarcations, plaisanciers et professionnels. L'œil averti des gendarmes permet aussi de repérer les bateaux en excès de vitesse. « Dans le chenal, la tolérance est de 8 nœuds, mais dans la Rivière-Salée, c'est 5 nœuds, pas plus », explique le commandant de la brigade. En mer, pas de radar pour contrôler la vitesse. Mais un bateau relevé à l'avant, sillon et mousse à l'arrière sont les signes d'un excès de vitesse.

Ce jour-là, pas de remous excessifs, tous les bateaux naviguent tranquillement. Un « NUC » (navire à utilité commerciale) s'apprête à passer sous le pont de l'Alliance quand les gendarmes lui font signe. Simple contrôle de routine pour ces derniers : permis du pilote, carte de circulation, permis d'armement du bateau... Tout est en règle et l'ambiance est

détendue. Les touristes, eux, emporteront un souvenir de plus de leurs vacances dans l'archipel. « Les contrôles se passent souvent mieux en mer qu'à terre. Nous faisons beaucoup de prévention. Avec les plaisanciers, la plupart des infractions relevées sont l'absence de matériel de sécurité à bord, souvent par méconnaissance », note le major Julien.

## Gare aux pollueurs et braconniers

La protection de l'environnement est aussi une part importante de leur travail. Dans le Grand Cul-de-Sac Marin, par exemple, il s'agit de vérifier que personne ne débarque sur l'îlet Caret ou l'îlet Blanc, fermé depuis le 15 avril pour protéger la nidification des sternes. Dans ce domaine, ils peuvent travailler de concert avec les agents du Parc national, notamment dans le cadre du « Groupe d'action de l'État sur le littoral » créé pour faciliter la coopération entre les différents services.

Au cours de leurs patrouilles, les gendarmes tâchent aussi de détecter tout signe de pollution de l'eau, traces d'hydrocarbure, ou autre. Et pas seulement en mer d'ailleurs. « Nous avons été amenés à verbaliser des personnes qui lavaient leur voiture dans la rivière Moustique, par exemple », note le commandant de la brigade nautique. Dans son équipe, deux enquêteurs environnementaux sont tout particulièrement formés à ces missions.

Un casier non identifié ? « Nous plongeons pour libérer les poissons et nous saisissons le casier », poursuit le commandant. En effet, tout casier doit porter, en surface, une étiquette avec l'immatriculation du bateau de pêche à qui il appartient.



Opération de contrôle des bateaux de plaisance



Le Violette, patrouilleur côtier de gendarmerie, en Guadeloupe

Le braconnage existe. La preuve, les gendarmes ont saisi, l'an dernier, 14 kg de lambis débarrassés de leur coquille dans le Grand Cul-de-Sac Marin. Même si on imagine facilement la brigade nautique contrôler un bateau de pêche et sa cargaison en mer, on le sait moins, elle est aussi habilitée à contrôler les poissonneries, depuis le pêcheur qui vend à quai jusqu'au rayon du supermarché. « On vérifie la provenance des poissons et crustacés, la taille, l'espèce, si la vente est bien autorisée... », explique l'adjudant Nicolas. Pour ces missions, on parlera de police administrative, comme lorsqu'ils contrôlent un centre de plongée sous-marine ou toute autre structure commerciale proposant des activités nautiques ou la location de bateaux avec ou sans permis, jet-skis, etc.

#### Enquête dans les profondeurs

Mais si le *Cibuqueira* est équipé du deux tons et d'un gyrophare, ce n'est pas pour rien. À tout moment, la brigade nautique peut être sollicitée pour un débarquement de produits stupéfiants ou cigarettes de contrebande. « Nous intervenons en mer, en renfort des équipes à terre, pour faire le "bouchon", c'est-à-dire pour empêcher le bateau de repartir, explique le major Julien, puis pour saisir et remorquer l'embarcation. » L'an dernier, à Deshaies, les gendarmes ont ainsi mis la main sur un stock de cigarettes de contrebande d'une valeur de plus d'un million d'euros.

Une arme jetée du haut d'un pont ? C'est à eux qu'on fait appel. Et plus largement, pour tout ce qui se passe sous le niveau de la mer. En tant que techniciens d'investigations subaquatiques, ils sont amenés à faire toutes les constatations sur une victime immergée – photos, mesures, relevés d'indices qui pourraient être altérés au moment de la remontée en surface... –, comme lors de l'accident d'autogire survenu en février, au large de Saint-François.

Mais heureusement, rien de tel cet après-midi-là. Fait le plus marquant : la visite d'une raie léopard – inscrite sur la liste rouge des espèces menacées d'extinction – venue nager près du bateau, juste sous la surface, comme si elle savait que les gendarmes sont aussi là pour la protéger...

## UNE 2<sup>E</sup> BRIGADE NAUTIQUE À GOURBEYRE

Un décret vient d'entériner la création d'une seconde brigade nautique en Guadeloupe, opérationnelle à partir du 1er août 2026. Celle-ci sera basée à Gourbeyre et sera composée de huit gendarmes.

# À BORD DU BALISEUR

LE SERVICE PHARES ET BALISES ŒUVRE AU QUOTIDIEN À L'IMPLANTATION ET L'ENTRETIEN DES REPÈRES ESSENTIELS AUX MARINS, DU CAPITAINE DE PLAISANCE AU COMMANDANT DE PORTE-CONTENEURS.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann



Opération d'entretien d'une bouée

6 h 30, mardi matin à Fort-de-France. À l'approche du port, après avoir laissé l'usine Lafarge, l'usine EDF, le dôme Albioma, nous arrivons sur un site plus discret et pourtant tout aussi essentiel au bon fonctionnement de tout territoire insulaire : le pont à chaîne, où sont assemblées, entretenues et réparées les balises et bouées qui jalonnent l'espace maritime à proximité des côtes de la Martinique. 450 km le long desquels il faut bien encadrer la circulation et l'approche selon des critères de sécurité essentiels à l'ensemble des navires. Pour mener à bien ces tâches et garantir un balisage opérationnel de jour comme de nuit, par temps calme comme en cas de cyclone, ils sont 6 à 8 marins et 12 hommes à terre. Une équipe Phares et balises parfaitement autonomes sur l'ensemble de ses missions, et qui compte « un peintre, un soudeur électronique, un mécanicien moteur, et même un jardinier déployé pour l'entretien des espaces verts des phares », énumère Xavier Nicolas, le directeur de Direction de la Mer venu nous accueillir sur site pour cette visite matinale. Derrière lui, allongées par terre, des balises immenses, 2 à 3 mètres de hauteur et de largeur, composées de corps mort (lesté au fond de la mer), d'un flotteur (la bouée en plastique) et d'un mât (qui permet d'indiquer les reliefs sous-marins à risque). Derrière nous, à quai, le baliseur, seule embarcation de Martinique équipée d'une grue capable de sortir 2 tonnes hors de l'eau et à pouvoir intervenir dans les trous à cyclone du fait d'un faible tirant d'eau.

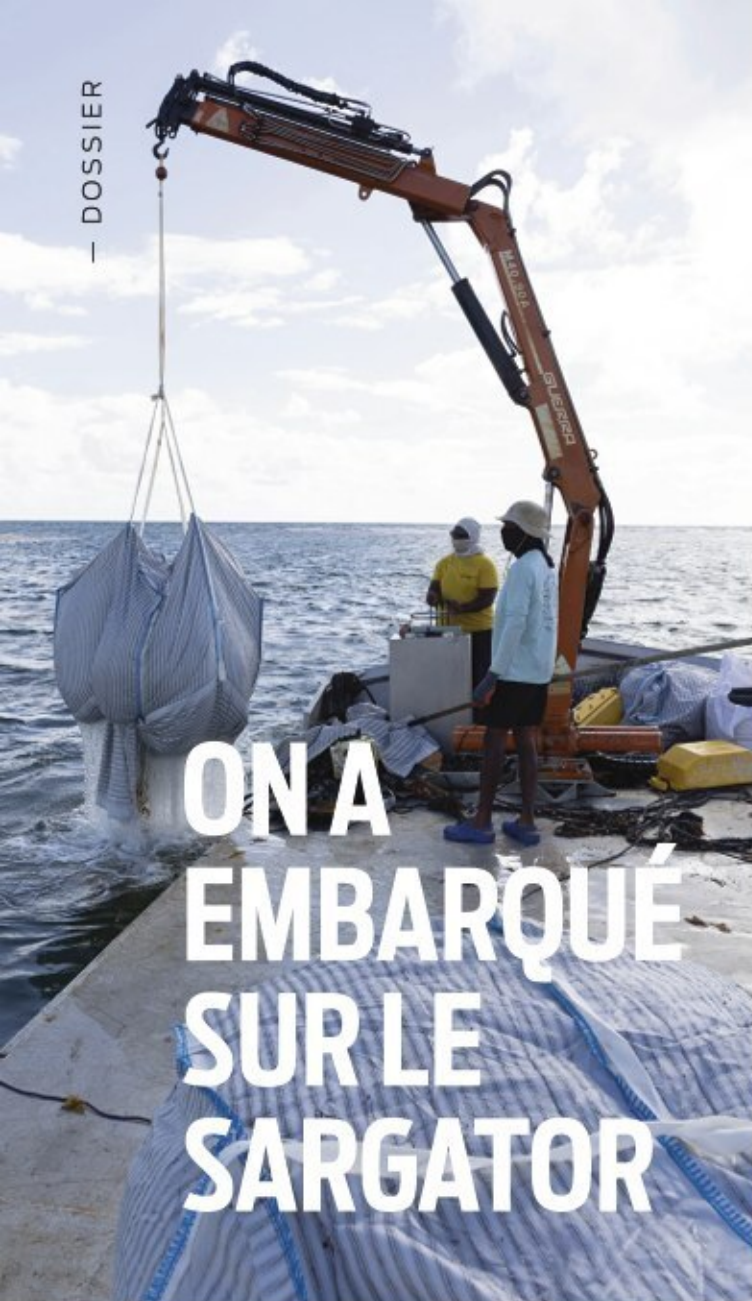
7 h, Nicolas Rodap nous invite à monter à bord. Il est le capitaine du baliseur depuis huit ans. Sous ses airs de trentenaire (« l'effet de l'air marin », sourit-il), il cache 20 ans de marine à la Direction de la Mer. Comme les 3 autres marins à bord qui forment son équipage ce matin ; il a été formé à l'école maritime de Trinité (EFPMA), démarrant avec « un BEP puis la formation capitaine 200 et enfin une autre formation de capitaine ». « Tous trois sont des marins de marine marchande qui ont été déportés de leur secteur et sont employés par le ministère de la Mer », explique le directeur de la Mer. Au programme de l'équipage, 2 bouées dont la lumière ne fonctionne pas ont été signalées par des usagers, 2 autres seront sorties de l'eau pour vérifier l'état des chaînes. Avec un parc de 150 balises et bouées à maintenir en conformité, le navire sort tous les jours de l'année. À son bord Daniel, maître d'équipage (MOSCO), qui a hérité du pied marin d'un grand-père marin-pêcheur et d'un père dans la marine commerciale, prépare l'approche et l'intervention sur les bouées. « Le programme de veille et de contrôle est établi à l'avance pour pouvoir vérifier l'usure des chaînes qui maintiennent la bouée, notamment la "marmante" qui racle le sable au fond de la mer », décrit Daniel. Le taux d'usure connu et anticipé pour l'ensemble du parc permet d'étaler les sorties de vérifications et d'entretien. « À 30 % d'usure, on retourne la marmante avant de, sans doute, devoir la remplacer la prochaine fois (2 ans plus tard) »,

explique le capitaine. La période cyclonique constitue une période à risque, avec l'importance de s'assurer que les bouées sont bien en place, en bon état, sans risque de décrochage. Arrivés sur site, la grue permet de soulever et placer la balise sur le pont du bateau emportant avec elle tout un écosystème de poissons, crabes qui nichent dans les couches de corail qui ont colonisé la partie immergée du flotteur et la chaîne. Une fois l'inspection du niveau d'usure, la bouée de 1,2 tonne et ses habitants sont remis à la mer. Cap sur les deux autres sites pour en vérifier le signal lumineux. « On est passé aux LED, ce qui facilite l'entretien », précise Xavier Nicolas. Quand il ne fonctionne plus, c'est généralement la batterie qui est en cause, alors qu'auparavant l'expertise d'un électronicien était nécessaire pour réparer et entretenir les équipements lumineux qui coiffent les bouées. » Parmi les autres équipements que manipule l'équipage, on trouve aussi les balises de météo France, « des houlographes équipés de capteurs de flux, de l'interférence de l'eau qui vont mesurer la hauteur de l'eau ». Trois sont disposés dans le canal de Sainte-Lucie, dans la baie de Fort-de-France et à Basse-Pointe. Leurs relevés sont déterminants lors des tempêtes pour établir qu'il y a bien eu des vagues de submersion sur telle partie de l'île et qu'un fond de secours exceptionnel pourra être mobilisé, « comme ce fut le cas pour la tempête Bret, où les bouées houlographes ont détecté des vagues de 6 m contre 2 m en temps normal ».

À mesure que la matinée avance, on comprend que, par temps calme, ou pas, les balises flottantes sont capitales pour organiser l'espace maritime. Même à bord de navires dotés d'outils radars de haute précision, « quand on arrive de la mer, qui est une espèce de navigation libre, à une zone en "eau resserrée" tous les capitaines de navires ont besoin de repères visuels fiables », souligne Xavier Nicolas. Et ce, plus encore pour les navires de plus de 50 mètres (pétroliers, croisières, vraquiers...) pour lesquels, les pilotes des remorqueurs déployés par la Direction de la mer prennent le commandement pour les conduire à quai. « Le capitaine qui laisse la place au pilote a besoin de se repérer avec les balises, comprendre le trajet que prennent son navire et sa cargaison », décrit Xavier Nicolas pointant du doigt une balise face à nous surmonté de deux flèches indiquant « un danger au nord », ou encore celle-ci portant l'inscription GBB, soit le nom de la caye qui affleure près d'elle et mettrait en péril un capitaine imprudent. Tout en rejetant à la mer un crabe esseulé sur le pont, l'équipage acquiesce du regard, tous savent, que malgré la beauté du paysage, le soleil éclatant et l'apparente tranquillité qui règne dans la baie de Fort-de-France, la mer n'est pas tout à fait un territoire comme un autre.



Balise



# ON A EMBARQUÉ SUR LE SARGATOR

Le Sargabox

« IL AURA FALLU 16 HEURES POUR RAMENER LE SARGATOR 3 EN MARTINIQUE, DEPUIS LA GUADELOUPE », ME RACONTE AMUSÉ ALEXIS DE JAHAM, MARIN-PÊCHEUR ET GÉRANT DE L'ENTREPRISE FILET DROM. PAS DE QUOI AFFOLER LE COMPTEUR DE VITESSE, MAIS QU'À CELA NE TIENNE, CAR C'EST SUR LE TAPIS ROULANT QUE TOUT SE JOUE ! CHRONO EN MAIN, J'OBSERVE LE BALLET DES ALGUES QUI S'AMASSENT SUR LE PONT : IL FAUT 50 SECONDES POUR REMPLIR 2 BIG BAGS DE 2,5 M<sup>3</sup> CHACUN (ENVIRON 450 KG).

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann

Dostaly, au François, nous rejoignons Alexis de Jaham, pour une opération de ramassage en mer. Direction le filet du Cap Est, qui est, pour l'anecdote, le premier filet posé en Martinique, en 2019, à l'initiative de l'association Objectif Santé publique. C'est au niveau de ces barrages qu'opère le Sargator, pour les soulager de la pression exercée par les sargasses : « Notre cœur de métier c'est de mettre des barrages, nous explique Alexis de Jaham, et c'est au niveau des filets bloquants qu'on ramasse. Nous les installons de façon à constituer des poches de sargasses compactes et on les collecte rapidement avant que les barrages ne soient trop remplis ». Les filets ont été imaginés par Alexis de Jaham. Ils descendent à 1,5 m de profondeur et sont pris en sandwich par des bouées : « Cela n'existait pas avant, raconte le gérant de Filet Drom, ces bouées sont sorties tout droit de mon imagination. Nous les avons dessinées avant de passer par un bureau d'études pour déposer un brevet. Je cherchais une solution depuis longtemps. J'ai commencé en installant des filets de pêche que je faisais sortir de l'eau, mais je me suis vite rendu compte que si on n'était pas 25 à 30 cm au-dessus de l'eau et si on n'était pas rigide au fond, on n'y arriverait pas. J'ai pris des briques de polystyrène que j'ai découpées moi-même et les premiers filets sont nés comme ça, sauf que le polystyrène est une matière qui se dégrade et qui pollue. Les bouées sont aujourd'hui fabriquées en PU (polyuréthane), au Robert, par Procap. Et nous avons un atelier de fabrication des filets à l'usine du Simon ».

Sur l'eau, la manœuvre est délicate. À la barre, Octave m'explique qu'il ne faut pas passer trop près des filets pour éviter, d'une part, que les sargasses passent en dessous et, d'autre part, pour ne pas endommager les poteaux de mouillage. Le bateau est positionné, Alexis de Jaham lance un « Roulé ! » tonitruant, Octave actionne le tapis, le Sargator ronronne.

Sur le pont, c'est au tour de deux autres membres de l'équipage d'entrer dans la danse. Il n'est pas encore 9 heures, et il fait déjà chaud, les corps seront mis à rude épreuve. Les deux hommes fonctionnent en binôme, chacun de leur côté du tapis roulant, dans une symétrie quasi parfaite : ils accrochent chacun 2 big bags, répartissent les sargasses à l'aide d'un râteau à l'intérieur des sacs à mesure qu'elles sont déversées, puis ferment les sacs. Octave, repositionne le tapis, pour remplir deux autres sacs positionnés à côté des deux premiers. Le binôme répète les mêmes gestes. Une fois les deux derniers big bags fermés, le capitaine s'éloigne de la nappe de sargasses et actionne la commande pour basculer les paniers qui larguent les big bags à l'eau.

« Cette nouvelle génération du bateau a un avantage considérable aujourd'hui, il est beaucoup plus facile à travailler, moins fatigant et bien plus performant », commente Alexis de Jaham, qui ne quitte pas les opérations des yeux car le Sargator III n'est pas encore exploité à 100 % de ses capacités, l'équipage est encore en rodage sur le nouveau bateau. Lui aussi



Le Sargator 3

observe chaque geste, estime, mesure, compte : « à raison de 10 minutes entre chaque largage, cela veut dire 6 largages par heure, soit 24 sacs. Si l'équipage est capable de travailler sur des plages de 6 heures, ce seront 144 bags de sargasses qui seront collectés ». Soit 64 tonnes, en une seule journée. Impressionnant ! « L'année dernière, 7 000 tonnes de sargasses ont été ramassées avec l'ancien Sargator, se souvient Alexis de Jaham. Cette année, l'objectif est de 15 000 tonnes. » Un objectif qui peut doubler, car les pêcheurs aussi ramassent en mer, en équipant leur yole de filet : le Sarga Quick. Conçu par Filet Drom comme un filet à papillons, il permet de remplir des big bags de 1,5 m<sup>3</sup>. Une fois à l'eau, les big bags sont récupérés à l'aide d'une grue par un autre bateau, une barge qui fonctionne en tandem avec le Sargator : le Sargabox 1. À son bord, 3 personnes sont à la manœuvre, dont un

grutier. Le Sargabox peut contenir entre 32 et 36 sacs. Quand il atteint sa capacité totale, il part décharger sa cargaison, plus au large, sur une grande barge, d'une capacité de 300 tonnes. Les big bags sont vidés dans la barge et les algues sont ainsi stockées jusqu'à ce qu'elles sèchent. Pendant ce temps, le Sargator poursuit sa campagne de ramassage. Octave m'indique qu'en l'absence du Sargabox, des filières sont installées dans l'eau, ce sont des cordes sur lesquelles les big bags seront accrochés en attendant le retour de la barge. Le temps qu'elle revienne, 40 sacs seront déjà à l'eau. Il est bientôt 11 heures quand on accompagne le Sargabox jusqu'à la barge. Avec son chargement, il progresse lentement. Le grutier manipule les big bags pour les hisser jusqu'à la plateforme flottante. Deux hommes ont déjà grimpé à son bord pour s'assurer que le contenu des sacs se déverse correctement et récupérer les sacs une fois vidés. « Après le dernier voyage, commente Alexis de Jaham, nous attendons 48 heures pour que les dernières sargasses soient complètement sèches. Nous emmenons ensuite la barge à 30 km de la côte, dans les fonds de 1 000 m, pour la vider de son contenu. Le ventre de la barge s'ouvre et les sargasses coulent, c'est leur particularité une fois sèches. » Nous laissons les hommes du Sargabox à leur tâche pour regagner la terre ferme. Sur le retour, j'interroge Alexis de Jaham sur la possibilité de réemployer ces sargasses plutôt que de les couler. Il me confie que bien qu'il y ait des solutions de réemploi, le coût de la matière première (incluant les opérations de ramassage, les bateaux, etc.) est bien trop élevé... Reste donc à trouver une solution pour y remédier.



Fermeture d'un big bag



## LE KANAWA ET L'AYAWANDE, BATEAUX SENTINELLES

DEPUIS 2020, MORGANA TAGLIAROLO ET SON ÉQUIPE ÉCUMENT L'ESTUAIRE DE CAYENNE À CHAQUE GRANDE MARÉE POUR ÉTUDIER LES LARVES MILLIMÉTRIQUES. À BORD DES DEUX BATEAUX, LE KANAWA ET L'AYAWANDE, LES CHERCHEURS DE L'IFREMER LISENT, SAISON APRÈS SAISON, L'AVENIR DE NOS PÊCHES, DE NOTRE BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT QUI VIENT.

Texte Karollyne Videira Hubert

Marée descendante, début de matinée. Le Kanawa, petit bateau du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), s'enfonce sans bruit dans un chenal de mangrove. À son bord, Morgana Tagliarolo et son équipe traquent l'invisible. Des larves de poissons parfois à peine plus grosses qu'une tête d'épingle, des juvéniles de crustacés, du sédiment vaseux, de l'eau prélevée à un demi-mètre sous la surface. « Il faut échantillonner quand

### ZOOSCAN, QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PRÊTE MAIN-FORTE

Trier au microscope des milliers d'organismes millimétriques, c'est un travail de moine. Pour faire face au manque de personnel qualifié, l'observatoire teste depuis peu une technologie venue de l'Ifremer de Nantes et du CNRS. Le Zooscan repose sur l'imagerie et des algorithmes d'apprentissage automatique. Photographiés un à un, les échantillons sont identifiés automatiquement par la machine. La promesse est belle, les défis sont réels. Les déchets dans les prélèvements brouillent les images, les tailles très variables compliquent la reconnaissance, la précision n'est pas encore au rendez-vous. Une étape parmi d'autres dans la longue marche vers un protocole d'identification automatique utilisable en routine. À suivre.

les coefficients de marée sont forts, donc autour de la nouvelle lune », explique cette chercheuse en halieutique et écologie à l'Ifremer. Le filet verveux, mailles de trois millimètres, est posé à la sortie d'un chenal et reste en place une heure. Plus loin, un filet à plancton est traîné dix minutes. Tout est consigné, conservé dans l'éthanol pur, rangé dans des glacières remplies de bouteilles congelées. Rien n'est laissé au hasard.

#### Une mémoire vivante de l'estuaire

Ce ballet discret porte un nom, AIBSI (*Amazonian Institute for Biodiversity and Sustainable Innovation*). Piloté par Morgana Tagliarolo, il déploie ses cinq stations dans l'estuaire de Cayenne. Porté par l'Université de Guyane et financé dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA4), le projet compte aussi comme partenaire l'Ifremer, le CNRS et plusieurs organismes de recherche du territoire pour une durée de dix ans. Parce que la mer ne livre pas ses secrets en une saison. « Étudier ces stades de vie, c'est avoir une longueur d'avance, glisse la chercheuse. Les juvéniles d'aujourd'hui sont les espèces commerciales de demain. Si on veut anticiper, il faut commencer maintenant. »

#### Lire l'avenir dans les larves

Pourquoi se concentrer sur les larves, et non sur les poissons adultes ? Parce qu'elles sont la promesse. Ce sont dans les zones nourricières, mangroves et estuaires que se développent les juvéniles de l'acoupa rouge, de la crevette sauvage de Guyane et de dizaines d'autres espèces. Repérer celles qui s'effondrent, celles qui prolifèrent, celles qui résistent au réchauffement, c'est dessiner la carte du vivant marin pour les décennies à venir. Et en Guyane, cette carte n'a rien d'abstrait. La crevette sauvage, longtemps fier de lance de la pêche locale, voit ses captures fluctuer depuis des années. L'acoupa rouge, prisé sur les étals des marchés, dépend tout entier de la santé des estuaires où grandissent ses juvéniles. Lire dans les larves, c'est lire dans l'assiette. Deux embarcations se relaient pour ce travail. Le Kanawa se faufile entre les racines de palétuviers pour atteindre les coins les plus reculés de l'estuaire. L'ayawande, plus imposant, prend le relais à l'embouchure et au large. Là, c'est un autre attirail. Le double filet balaie la surface, la luge épibenthique racle le fond, la benne à sédiments remonte une poignée de vase qui sera tamisée, séchée, brûlée, pesée. Chaque paramètre compte, chaque réplica est doublé, triplé. Mais que deviennent toutes ces données une fois les filets remontés ? Les publications scientifiques arriveront à la fin du cycle. « Il nous faut du temps pour étudier leur évolution », explique Morgana. D'ici là, l'équipe mise sur la vulgarisation. Cafés des sciences, conférences, publications... Le projet collabore aussi avec les comités de pêche, premiers concernés par ce que l'on trouvera, ou pas, dans les filets de demain.

### UN PARCOURS ITALIEN À CAYENNE

Morgana Tagliarolo n'est pas guyanaise d'origine. Italienne, elle a obtenu son master en biologie marine en Italie, soutenu sa thèse à Brest, puis enchaîné trois postdoctorats en Afrique du Sud sur les écosystèmes de mangrove. Quand l'occasion s'est présentée de poursuivre ce travail en Guyane, elle a dit oui sans hésiter. Neuf ans déjà qu'elle est chercheuse. Une équipe restreinte, sur un territoire immense. C'est là que le bât blesse. La principale difficulté n'est pas scientifique, elle est humaine. « Le travail est chronophage et il est compliqué de recruter des chercheurs en Guyane », confie-t-elle. L'isolement géographique pèse aussi. Collaborer avec les collègues de l'Hexagone demande du temps et beaucoup d'organisation.

#### Cinq sites sous pression

L'estuaire de Cayenne n'a pas été choisi par hasard. Sa proximité permet la régularité indispensable au suivi scientifique. Mais c'est surtout un milieu sous tension. Accroissement de la population et développement urbain à Macouria, ponts et stations électriques en construction, dragages, pêche professionnelle et pêche récréative qui se côtoient, sans oublier les zones de conservation portées par la Réserve naturelle nationale et le Conservatoire du littoral. La pression humaine y monte d'un cran chaque année. « C'est justement parce que ce site subit ces changements qu'il est intéressant à étudier », précise Morgana Tagliarolo.



Pose d'un filet

# LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

## Bienvenue aux villas Cocoloba & Jacaranda

*Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime.*

*Sur un grand terrain de 7000 m<sup>2</sup> vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée.*

*Les villas Cocoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.*



Jacaranda



Cocoloba



Réservez dès à présent sur  
[www.villamariegalante.com](http://www.villamariegalante.com)

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001  
[contact@villamariegalante.com](mailto:contact@villamariegalante.com)





DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



10 octobre :  
journée nationale des dys



Ces plantes médicinales  
à ne surtout pas confondre...

**PARUTION : SEPTEMBRE 2026**

RETROUVEZ-NOUS SUR



Philippe Aurore  
Marcus Agbekodo  
Sarah Alexis  
Fabrice Marie-Rose  
Laurent Brousseau  
Yvanis Salcède  
Audrey Virin  
Bernard Sinitambirivoutin  
Thomas Magdeleine  
Carole Marchand  
Tony Mohamedaly  
Élodie Lopilus  
Julien Picot  
Philippe Edom  
Marie-Line Bassette  
Vanessa Lievre

# LES YEUX DU MÉDIA

Orlane et Célian  
Cédric-Isham Calvados  
Audrey Célestine  
Philippe Aurore  
Marcus Agbekodo  
Sarah Alexis  
Fabrice Marie-Rose  
Laurent Brousseau  
Yvanis Salcède  
Audrey Virin  
Thomas Magdeleine  
Carole Marchand  
Bernard Sinitambirivoutin  
Tony Mohamedaly  
Élodie Lopilus

IL EST 15 HEURES QUAND JE RETROUVE DR DENIS MUKWEGE, À SON HÔTEL, AU DIAMANT. IL ME REÇOIT SUR LA PETITE TERRASSE DE SON BUNGALOW, FACE À LA MER. ASSIS, L'UN EN FACE DE L'AUTRE, CHACUN AU BOUT DE LA PETITE TABLE QUI NOUS SÉPARE, J'AI PRESQUE L'IMPRESSION DE RETROUVER UNE VIEILLE CONNAISSANCE TANT LA SIMPLICITÉ DE CET ÉCHANGE EST INATTENDUE. JE SORS MON CARNET DE NOTES, ENCLENCHE LE MAGNÉTO, POURTANT J'ÉCRIS FRÉNÉTIQUEMENT SES RÉPONSES. JE NE VEUX RIEN PERDRE DE NOTRE ENTRETIEN, CRAIGNANT QUE LE BRUIT DES VAGUES DERRIÈRE MOI MASQUE LA VOIX SI CALME DE MON HÔTE SUR L'ENREGISTREMENT. MAIS BIENTÔT, MES NOTES SONT PLUS ÉPARSES, LE STYLO N'EST PLUS QU'UNE PLUME DANS MA MAIN, JE SUIS HAPPÉE PAR CETTE CONVERSATION, PUISSANTE, INOUBLIABLE.

## « Plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles

**Vous avez soigné plus de 90 000 femmes. Est-ce que vous vous souvenez de la toute première femme que vous avez soignée ? Absolument.**

**Pouvez-vous me raconter son histoire ?** Elle devait avoir 19 ou 20 ans. Elle avait été violée par sept hommes armés. C'était en 1999. Elle revenait d'un deuil avec sa tante et, à un niveau, elles ont été arrêtées par ces hommes qui leur ont demandé de les transporter. Ce qu'elles ont fait. Puis les hommes ont demandé à la tante, qui était une vieille dame, de partir. La jeune femme a été violée, à tour de rôle, par ces sept personnes. Le dernier qui l'a violée a pris son arme à feu, l'a placée dans son appareil génital et a tiré. Ça a détruit la vessie, le vagin, le rectum. Elle saignait abondamment. Elle a été évacuée, par la Croix rouge, dans un premier hôpital, puis un deuxième, et c'est de là qu'elle est arrivée chez nous. C'était la première fois que je voyais quelque chose comme ça. Le fait d'être violée, c'est déjà très grave, mais tourner une arme à feu dans l'appareil génital pour le détruire, ça dépassait toute ma compréhension. À l'époque, vraiment, j'ai pensé que c'était l'œuvre d'une personne qui avait perdu la tête. J'avais tort.

**Ce sont des blessures que vous avez ensuite revues régulièrement ?**

Exactement. Trois mois après, j'avais déjà soigné 45 cas comme celui-là, et c'est là que j'ai compris qu'il s'était passé quelque chose que nous avons qualifié ensuite, dans un article paru dans *PLOS Medicine*, un journal médical, de viol avec extrême violence.

**Quand est-ce que vous avez su que vous deviendriez gynécologue obstétricien ?**

À huit ans, je savais que je serai médecin. J'ai travaillé pour cela. À l'école secondaire, j'ai fait de la biochimie. C'était la voie qui amenait vers la médecine. J'ai fait de la médecine générale et ma thèse en pédiatrie, où j'avais déjà commencé à exercer. Mais quand j'ai commencé à travailler dans un hôpital rural, je me suis rendu compte à quel point ce que les femmes vivaient était dramatique. Je ne pouvais pas me contenter de soigner les bébés quand je perdais toutes les mamans en couche ou avant d'accoucher. C'est en 1984 que j'ai pris l'option de faire de la gynécologie obstétrique. Je suis parti 5 ans, à Angers. C'est une vocation qui est venue en fonction de ce que j'ai vu. En 1999, je me suis focalisé sur la chirurgie. Voilà, c'est une évolution.

**Voilà plus d'un an que vous n'avez pas pu rentrer à Bukavu, quelles nouvelles avez-vous de l'hôpital de Panzi ?**

L'hôpital des Panzi continue à fonctionner et je rends hommage à tous les jeunes confrères qui sont là et qui tiennent bon, malgré les difficultés. Les malades sont pris en charge. Nos équipes mobiles vont dans des endroits reculés, dangereux, pour traiter les malades dans leur milieu, lorsque cela est possible, ou les transférer vers l'hôpital lorsqu'ils nécessitent des soins beaucoup plus complexes. Cette question m'amène à dire qu'en 1999, j'étais le seul gynécologue obstétricien dans la région, mais j'ai commencé la formation de gynécologie obstétrique. Aujourd'hui, je suis content, puisque les neuf gynécologues que nous



© Fondation Panzi

avons à l'hôpital ont été formés à l'université et à l'hôpital. Aujourd'hui, il y en a trois qui ont déjà fait leur PhD\* et j'ai pu les amener au niveau de l'agrégation en gynécologie obstétrique. Je considère que j'ai fait ma part, j'ai transmis.

**Est-ce que vous souffrez de cette distance avec la République démocratique du Congo, avec l'hôpital, avec vos confrères, avec les personnes que vous avez soignées ?**

Terriblement. Surtout avec les malades. Quand j'ai été attaqué en 2012 et que les femmes m'ont fait revenir en se cotisant et en vendant des fruits et des légumes, elles m'ont demandé de rester à Bukavu, qu'elles allaient assurer ma protection et subvenir à tous mes besoins, aussi bien de sécurité qu'alimentaires (*rites*). J'avais promis de ne plus jamais les quitter. Et malheureusement, quand je suis parti pour me rendre à une conférence internationale à Oslo, la guerre a commencé. Les aéroports ont été détruits et, pour le moment, il n'y a plus d'atterrissage d'avions. Donc j'avais promis, et aujourd'hui je souffre de ne pas avoir pu tenir cette promesse. C'est un travail qui demande beaucoup de solidarité. Et quand je suis ici, je sens que les autres font, seuls, face à toutes les adversités. Et ça, c'est lourd à vivre. J'espère qu'assez rapidement, peut-être, l'aéroport de Bukavu va rouvrir et que je pourrais rentrer. Je sais que les armées d'occupation et d'agression ne veulent pas entendre des choses comme ça, mais je crois qu'elles devront trouver d'autres moyens pour m'empêcher de revenir. Pour moi, c'est décidé.

**Pouvez-vous me parler du projet Mapping ?**

Le rapport Mapping a été entrepris par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'époque dirigé par Navi Pillay, juge sud-africaine. Une femme que je respecte et que j'admire beaucoup. C'est une femme de grande valeur, qui a fait preuve d'un courage exceptionnel. Même si elle a connu des pressions, des intimidations, des humiliations, elle a su se tenir debout derrière ses convictions. Elle a lancé ce rapport contre l'avis de beaucoup des dirigeants. En 2010, malgré l'opposition de pays, comme le Rwanda, elle a publié le rapport. C'est une cartographie des crimes commis de 1993 à 2003, en République démocratique du Congo. Le rapport reprend les localisations de ces crimes, les groupes responsables de ces crimes, les noms et le nombre de victimes de ces crimes, et malheureusement, elle était obligée de cacher les noms des bourreaux. Le document préconisait de mettre en place des juridictions compétentes pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes. Malheureusement, 16 ans plus tard, les crimes se perpétuent encore quotidiennement. Le conflit en République démocratique du Congo, a fait plus de 6 millions de morts. C'est le conflit le plus meurtrier après la Seconde Guerre mondiale où le viol, comme arme de guerre, a été largement utilisé. Les victimes se comptent en millions et à l'heure où je vous parle il y a plus de 7 millions de Congolais qui sont déplacés puisque les groupes armés, en commettant ces crimes odieux sur la population, les poussent à fuir vers le grand centre. La question que je ne vous laisse

pas poser, c'est pourquoi ? Eh bien tout simplement parce que ce sont ces groupes armés qui, aujourd'hui, commercialisent les minerais stratégiques qui regorgent dans ces régions, comme le coltan. Ils ont le moyen de continuer à financer la guerre et d'agir en toute impunité, quand bien même leurs crimes soient largement connus. Aujourd'hui quand nous parlons d'énergie verte, nous nous considérons que ce n'est pas vert, c'est rouge du sang des femmes et des enfants congolais.

**Que faudrait-il pour provoquer le changement ?**

Je crois que nous avons besoin de solidarité. Quand je suis arrivé en Martinique, invité par Viktor Lazlo, pour les journées de la mémoire et le rapprochement des peuples, je me suis dit que c'était formidable. C'est seulement cette solidarité qui peut permettre de créer des groupes assez solides pour pouvoir dire : « Nous pouvons vivre ensemble sans violence. Nous pouvons vivre ensemble en partageant les ressources naturelles ». Je dois dire que je suis très impressionné par mon séjour ici, qui a été rempli d'émotions. J'ai eu, chaque soir, des auditoires très attentionnés qui voulaient écouter, qui voulaient poser des questions, qui voulaient savoir ce qui se passe. Je crois avoir dit à tout le monde que la première chose que vous pouvez faire, c'est de ne pas être indifférent car lorsqu'on est indifférent à ce qui arrive à l'autre, on accepte que ça puisse nous arriver aussi. Je pense que si on est 1 million, 10 millions, 100 millions pour dire qu'il faut arrêter de violer les femmes, qu'il faut que les responsables des crimes puissent répondre de leurs actes, plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Je félicite la population martiniquaise d'avoir des journées de mémoire. La mémoire, ce n'est pas pour attiser la haine. La mémoire, ce n'est pas pour se venger. La mémoire, c'est permettre de dire que ce qui s'est passé était dramatique et qu'il ne faut pas que ça se répète. Il y a très peu de gens chez nous qui connaissent ce qui s'est passé avec Léopold II, qui coupait les mains de ceux qui ne fournissaient pas suffisamment de caoutchouc. À cette époque, le caoutchouc a permis au monde d'avoir des véhicules plus rapides ; aujourd'hui nous mourons pour que le monde ait des téléphones, des *laptops* ou des voitures électriques. C'est toujours le même peuple qui paye, c'est toujours le même peuple qui est tué.

**En étant au plus près de cette souffrance depuis plus de 30 ans, avez-vous encore des rêves ?**

Je rêve de vous inviter un jour au Congo. Où on pourra rester au bord du lac Kivu, qui est aussi magnifique que l'océan devant moi, et faire une interview où nous réfléchirons à ce que le Congo peut faire avec la Martinique. C'est un rêve. Le Congo a une beauté, le Congo regorge de ressources naturelles, de ressources humaines. Ce que nous vivons aujourd'hui avec la destruction, la transformation des corps de nos mères, de nos filles, de nos femmes, de nos sœurs, qui sont devenus des champs de bataille, est aussi grave que l'esclavage et la colonisation. C'est une histoire de douleur, mais nous ne pouvons pas nous arrêter à la souffrance, nous devons avoir la capacité de dire : « Je peux m'en sortir ». Quand je vois la résilience des femmes, cela me donne un grand espoir de voir un jour un Congo où il fera bon vivre. Les femmes ont une force extraordinaire, et si je peux espérer en un Congo meilleur, c'est parce que ces femmes se battent, chaque jour, pour leurs enfants. Elles préparent l'avenir. J'y crois.

**Vous parcourez le monde pour rendre compte, inlassablement, de ce qui se passe, est-ce là que vous puisez votre force ?**

Absolument. Je ne pense pas qu'on puisse répondre à la haine par la violence, il faut y répondre par l'amour. Quand je vois que les femmes, malgré ce qu'elles subissent, se mettent debout pour se battre pour les droits de leurs enfants et de leur communauté. Qui suis-je pour croiser les bras ? Ce que je fais est insignifiant par rapport à leur combat. Je suis tout simplement admiratif.

**Que retiendrez-vous de votre premier passage en Martinique ?**

J'ai ressenti beaucoup d'émotions. Dès mon arrivée, à l'aéroport, les danses, le chant, le tambour m'ont éveillé. Aux Anses d'Arlet, le son de la conque de lambi... C'était très fort ! C'est là toute la force de l'identité. Cela a réveillé en moi une nostalgie, car la conque de lambi résonne comme la corne de l'animal chez moi. Je vois la Martinique autrement que pour le soleil et les plages dont me parlaient mes amis martiniquais, lors de mes études. J'ai vu le soleil, j'ai vu les plages, mais j'ai aussi vu les Hommes.

\* PhD : doctorat

**16,2 MILLIONS**  
C'EST LE NOMBRE  
D'HEURES DE VISIONNAGE  
CUMULÉES POUR LA  
SÉRIE *BANDI*, TOURNÉE  
EN GRANDE FÊTE EN  
MARTINIQUE, À SA  
SORTIE SUR LA  
PLATEFORME NETFLIX,  
DU 9 AU 12 AVRIL 2026.



## IL A DIT

« Dans les Caraïbes, nous vivons avec les risques : cyclones, séismes, volcans ou inondations qui font partie de notre réalité. Mais vivre avec les risques ne signifie pas les subir. En partageant des informations simples, utiles et adaptées à la région, Caribbean-Risks.org veut aider chacun à mieux comprendre son environnement et à se préparer, pour protéger sa famille et sa communauté. »

Jérémie Sibeoni, chef de délégation de la PIRAC (plateforme d'intervention régionale Amériques Caraïbes), Croix-Rouge française.

## MARTINIQUE ÉTAPE HISTORIQUE

Depuis le 16 avril, la Martinique peut siéger à la Caricom (communauté des Caraïbes) en tant que membre associé. Déjà signé en février 2025, à la Barbade, l'accord permet désormais au territoire de siéger aux côtés des chefs d'État et de gouvernement de la Caraïbe. Cette décision clôt un processus marqué par plusieurs étapes : validation par le Conseil d'État, adoption en Conseil des ministres fin 2025, vote unanime du Sénat en janvier 2026, puis validation en commission des affaires étrangères en mars. Elle s'inscrit dans plus de 60 ans d'engagement des élus martiniquais pour renforcer l'ancrage du territoire dans son environnement caribéen.

## OUTRE-MER

### VICTOIRE

Un grand pas pour les territoires dits d'outre-mer ! Le 19 mars, lors d'une conférence de haut niveau à Chişinău en Moldavie, le gouvernement français a acté leur inclusion intégrale et sans réserve dans la charte sociale européenne. Pour rappel, depuis 1961, la France refusait d'appliquer ce texte aux populations ultramarines. Les associations *Kimbé Red* et *Notre Affaire à Tous* avaient alors spécifiquement fait une demande indemnitaire préalable à l'État pour enjoindre cette inclusion. Cette avancée marque un pas important pour la reconnaissance et la protection des droits environnementaux, notamment l'accès à l'eau potable et à un environnement sain.



## MARTINIQUE

### CAP SUR LA FAUNE MARINE

La Caribbean Cetacean Society (CCS) a officiellement lancé, le 13 mai à Fort-de-France, le projet Calypso, une expédition scientifique d'envergure consacrée à l'étude de la mégafaune marine dans la Caraïbe. Fondée en 2020, par deux biologistes caribéens, l'ONG œuvre à la protection des cétacés par la coopération internationale, en fédérant chercheurs, associations, gouvernements et citoyens autour des enjeux de conservation marine. Présenté comme une coopération régionale inédite, le projet prévoit plus de trois mois de navigation à travers l'ensemble du bassin caribéen, selon un protocole standardisé unique, afin de combler les lacunes en données essentielles à la protection des cétacés, requins, oiseaux marins et autres espèces pélagiques.



## MONDE

### UN VOTE QUI COMPTE

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté, fin mars, une résolution qualifiant la traite transatlantique des Africains réduits en esclavage de « crime plus grave contre l'humanité ». Porté par le Ghana, le texte a été approuvé par 123 voix pour, 3 contre (États-Unis, Israël, Argentine) et 52 abstentions, dont le France et plusieurs États membres de l'Union européenne. Une décision présentée comme une étape vers de futures démarches de reconnaissance et de justice.



Le moulin à vent de l'habitation Loyola, Rémire-Montjoly (Guyane française)

## OUTRE-MER

### TÉMOINS DU PASSÉ

Cinq sites ultramarins ont été retenus pour l'édition 2026 du Loto du Patrimoine : en Guadeloupe, la maison de l'historien Lacour à Basse-Terre ; en Martinique, l'église du Gros-Morne ; en Guyane, le moulin de l'habitation Loyola ; à Mayotte la mosquée d'Antana-Bé et à la Réunion, l'usine de Beaufonds. Ils pourront tous bénéficier de financements pour leur restauration.



## GUADELOUPE

### DÉMARRAGE EN DOUCEUR

Le tout nouveau CHU de Guadeloupe, situé à Belle Plaine aux Abymes, a accueilli ses premiers patients le 13 avril. Il s'agit d'une mise en route progressive qui n'a concerné que le service d'imagerie médicale (IRM) où les examens sont désormais réalisés. Prochaine étape : activation du plateau de consultations avec le transfert des activités du CCRU situé à Jarry (urologie, ORL et neurochirurgie).

# DANS LES PAS D'ORLANE ET CÉLIAN

LEURS VIDÉOS DÉFILENT CHAQUE SEMAINE SUR NOS ÉCRANS. MAIS QUE SE PASSE-T-IL VRAIMENT DERRIÈRE ? INTRIGUÉE PAR LEUR MANIÈRE DE RACONTER LA GUADELOUPE, J'AI SUIVI ORLANE ET CÉLIAN LE TEMPS D'UN TOURNAGE AUX ABYMES. UNE IMMERSION DANS LES COULISSES DE L'INFLUENCE.

Texte Sarah Balay - Photo Stéphane Jument



Je surveillais d'un œil... Mais Orlane et Célian m'ont devancée. Dimanche 15 mars, je scrolle mollement sur mon téléphone, quand tout à coup, surprise ! Je tombe sur la dernière vidéo du jeune couple d'influenceurs guadeloupéens. Quelques secondes suffisent pour me replonger quatre jours en arrière, au cœur du tournage auquel j'ai assisté.

Le rendez-vous était donné mercredi 11 mars, à 8 heures, aux Abyemes, dans les locaux des Jus de maman. Sur place, difficile de se garer : à Dugazon de Bourgogne, la circulation est déjà saturée à cette heure matinale. L'activité bat son plein. À mon arrivée, Orlane et Célian sont déjà là... Tout sourire, face à une livraison impressionnante d'abricots pays. En pleine discussion avec l'équipe, ils peaufinent le déroulé du tournage : une trame souple, volontairement laissée ouverte pour faire la part belle à « l'improvisation ». « Nous avons déjà quelques idées en tête, mais pas de script précis, avance Célian. Nous savons quels plans nous voulons absolument... D'autres s'imposeront en cours de route, en fonction du discours des intervenants ».

Ce qui les intéresse ? Pas tant les coulisses de la confection artisanale des jus – pourtant au cœur du savoir-faire de l'entreprise familiale fondée par Marielle, aujourd'hui épaulée par ses deux enfants, Mélodie et Brandon – mais plutôt le petit bar à fruits ouvert il y a deux ans au sein du laboratoire, avec une façade ouverte sur l'extérieur et une petite terrasse aménagée. Un lieu discret, en pleine zone industrielle, mais déjà validé par le couple – comme pour chacune de leurs collaborations. Dans quelques heures, cette adresse confidentielle s'apprête à changer d'échelle, propulsée sous le feu des réseaux sociaux. Car aujourd'hui, Orlane et Célian, c'est plus de 230 000 abonnés et des posts qui peuvent dépasser le million de vues !

Pour cette vidéo promotionnelle, aucun cachet n'est prévu, une exception dans leur manière de travailler. « En échange, l'enseigne offre une remise de 50 % à destination des

abonnés du Pass Orlane et Célian », m'explique Célian. Un modèle qu'ils ont développé pour diversifier leurs revenus. Car dans le milieu de l'influence, trois principales sources coexistent : les partenariats avec les marques, la monétisation en fonction du nombre de vues via les plateformes comme YouTube ou TikTok, et plus marginalement, les droits d'auteur. « Dans notre cas, comme nous ne pouvions pas compter sur la rémunération TikTok, pas disponible en Guadeloupe, et que les droits d'auteur sont peu significatifs, nous dépendions surtout des partenariats avec les marques, explique Célian. Or, cette activité est assez saisonnière : certaines périodes, comme les fêtes en Guadeloupe, sont très dynamiques, tandis que d'autres, comme le mois de septembre, sont beaucoup plus calmes ». Pour ne pas dépendre uniquement des collaborations, le couple a donc lancé son propre Pass inspiré de concepts similaires découverts lors de leurs études à Paris. Le principe : proposer à leurs communautés des réductions importantes – jusqu'à 50 % – dans une sélection d'adresses locales, en échange d'un abonnement. Une manière de générer des revenus directement auprès de leur audience, tout en permettant à des petites structures, sans budget communication, de gagner en visibilité.

## « Capter l'attention dès les premières secondes »

Il est 9 heures : direction la salle de découpe. Pour des raisons d'hygiène, chacun enfle sa charlotte. À la manœuvre, Allan s'active entre abricots pays et goyaves. Orlane et Célian, eux, ont déjà dégainé leur téléphone. Ils filment à tour de rôle, parfois simultanément, tout en prenant des notes directement sur leur clavier. À leurs côtés, Mélodie et Brandon jouent le jeu avec enthousiasme, répondant aux questions, précisant chaque étape et chaque choix.

« Nous, ce qu'on aime, c'est raconter des histoires, explique Orlane. On n'est pas juste là pour dire que c'est joli ou que c'est bon. Les Jus



de maman, c'est avant tout une aventure familiale qui valorise les fruits du terroir, parfois oubliés, et le travail des agriculteurs ». Dans cette logique, le petit bar à fruits prend tout son sens. « Il répond à un vrai besoin, poursuit-elle. Et surtout, il propose autre chose que les barquettes déjà toutes faites qu'on voit ailleurs, avec toujours les mêmes fruits et pas toujours très frais ».

Il est 10 h 30 passées quand Orlane et Célian tournent la dernière séquence : celle de la dégustation. Une parenthèse gourmande soigneusement préparée par Marielle. Un passage obligé pour éveiller l'appétit des abonnés et leur donner envie de venir découvrir par eux-mêmes. « Pour une vidéo qui dépasse rarement les 50 secondes, on tourne, en moyenne, une à deux heures, remarque Célian. Et le montage peut nous prendre jusqu'à 5 heures. Aujourd'hui, on sait ce qui fonctionne ou non. On affine chaque détail pour capter l'attention dès les premières secondes ».

Tournage, montage, prospection, négociation, partenariat, gestion... Orlane et Célian pilotent leur société créée en mars 2024, avec rigueur et ambition. Présents sur les réseaux depuis une dizaine d'années, ils vivent de leur activité depuis juillet 2024 et espèrent franchir un cap : devenir une référence en Outre-mer dans la production de contenus touristiques.

# Peut-on prévoir l'évolution des côtes guyanaises grâce au passé ?

VINCENT POLIN

Texte Sarah Balay - Photo Robert Polin

## Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : Évolution des paysages guyanais et paléo-environnements au Pléistocène supérieur : caractérisation multi-méthodes des archives littorales et alluviales. Mon doctorat s'inscrit dans le projet PHENOMENA (*Pleistocene and Holocene ecosystems and paleobiodiversity of French Guiana*), financé par l'agence nationale de la recherche. Ma soutenance est prévue fin 2028, au laboratoire ISTerre (Institut des sciences de la Terre), à Grenoble.

## Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Comprendre comment les environnements et les paysages ont évolué depuis 120 000 ans, sur la côte de la Guyane ainsi que le long du Maroni, fleuve frontière avec le Suriname.

## Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Dans un contexte de dérèglement climatique rapide, il est nécessaire de comprendre comment le climat a métamorphosé les paysages guyanais dans le passé, afin d'estimer les transformations futures. Par exemple, il y a 20 000 ans, alors que dans le monde les glaciers recouvraient de grands espaces, le niveau marin a chuté de plus de 100 m. Ainsi, des villes comme Kourou ou Cayenne qui, de nos jours, se situent au bord de l'océan, se trouvaient dans des savanes sèches ou des forêts tropicales à plus de 100 km du trait de côte. Si on remonte plus loin, environ 120 000 ans, le niveau marin était plus élevé de quelques mètres : ces villes étaient donc noyées. Avec les données que nous récolterons, il sera possible de créer des modèles d'évolution des côtes et de pouvoir ainsi prévoir l'évolution du trait de côte. Au niveau du Maroni, nous voulons mieux appréhender les dynamiques du fleuve, notamment les facteurs responsables de grandes périodes de crues qui ont déposé de fortes épaisseurs de sédiments (particules qui se déposent grâce à l'eau ou le vent, comme le sable ou l'argile). Ainsi, ma thèse permettra de poser un référentiel pour se projeter sur les évolutions futures du paysage, en lien avec le climat, et donc une base de réflexion pour l'aménagement du territoire.

## Que comptez-vous faire après votre thèse ?

Après ma thèse, je souhaite poursuivre dans la recherche publique, en étudiant l'évolution des paysages et des environnements au Quaternaire (les 2,5 derniers millions d'années) pour mieux estimer les évolutions futures.

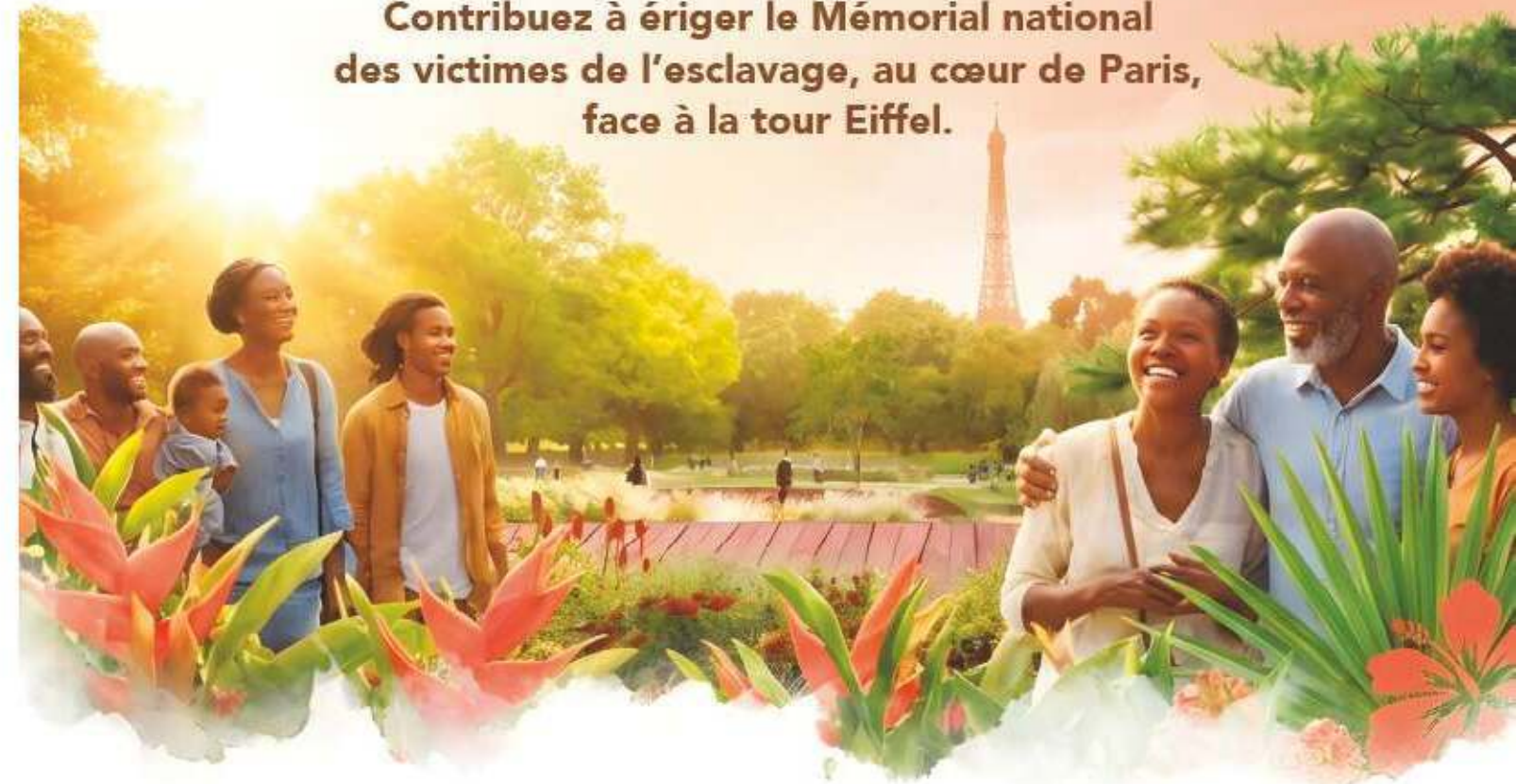


# MÉMORIAL NATIONAL DES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE

## 216 000 noms.

## Une seule promesse : ne pas oublier !

Contribuez à ériger le Mémorial national des victimes de l'esclavage, au cœur de Paris, face à la tour Eiffel.



*“ Mettre en lumière les oubliés ”*

# FAITES UN DON

Impôt sur le revenu : 66% déductible / IFI : 75% déductible



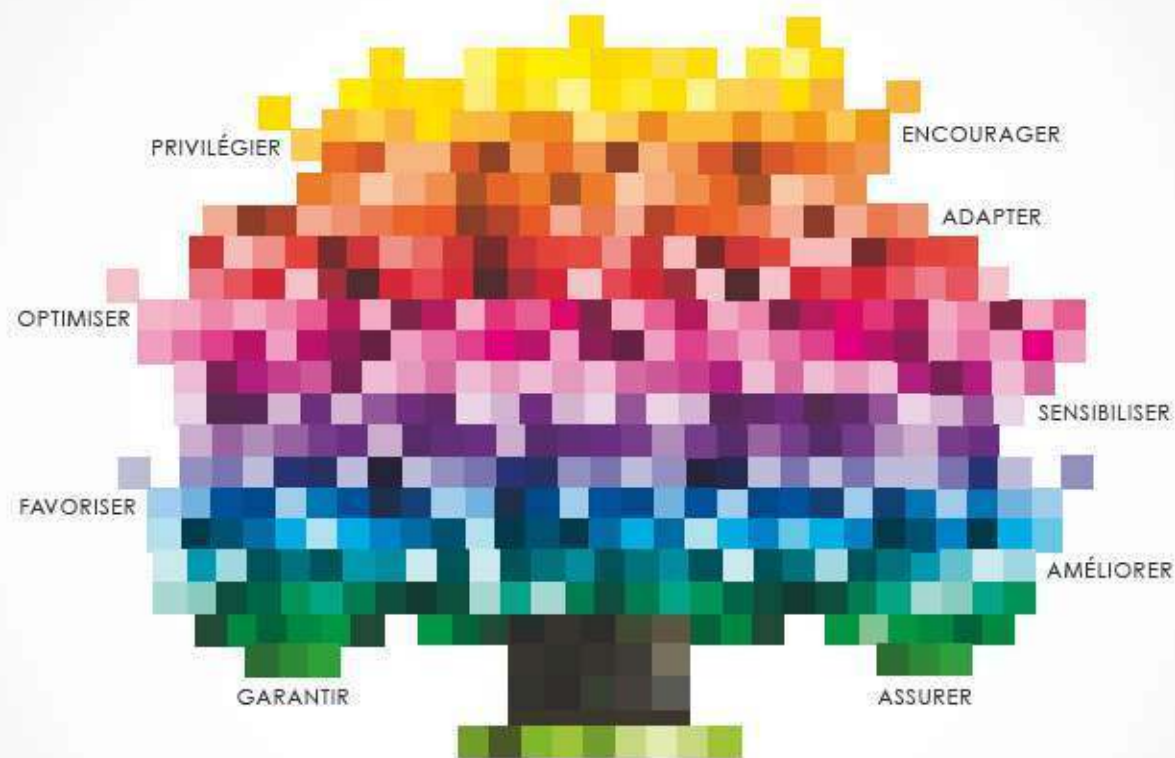
SCANNEZ LE QR CODE OU CLIQUEZ-ICI

Sous l'égide de la Fondation de France

En savoir plus : [memorial-trocadero.org](http://memorial-trocadero.org)

# IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



**PRIM**

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex  
 tél. 0590 26 72 40 - mail : [infos@primsas.com](mailto:infos@primsas.com)



Heure	Compagnie	Vol	Destination
06:45	AIR CARAÏBES	TX300	St Martin G
		ZA911	
08:30	AIR CARAÏBES	TX302	Pointe-à-Pit
		ZA912	
08:35	AIRFRANCE	AF600	Cayenne
12:40	AIR CARAÏBES	TX306	St Martin G
		ZA913	
13:15	Air transat	TS739	Montréal - T
14:35	AIRFRANCE	AF601	Pointe-à-Pit
15:00	AIR CARAÏBES	TX310	Pointe-à-Pit
		ZA914	
15:08	American Airlines	AA1182	Miami

CHAQUE JOUR AU PIPIRI, LES VOLS RÉGIONAUX DEPUIS FORT-DE-FRANCE FONT LE PLEIN DE PASSAGERS QUI PARTENT AU TRAVAIL EN GUADELOUPE. NOUS NOUS SOMMES RENDUS EN SALLE D'EMBARQUEMENT POUR RENCONTRER QUELQUES-UNS DE CES HOMMES ET CES FEMMES QUI SE DÉPLOIENT PLUS OU MOINS RÉGULIÈREMENT SUR LES 2 TERRITOIRES.

Texte: Lætitia Juraver - Photo: Jean-Albert Coopmann

# AVION, BOULOT, DODO



05h45. Les pas sont lents mais assurés. Alors que certains se délectent de leur premier café, d'autres laissent échapper un bâillement, puis deux. Ils sont nombreux ces voyageurs de la première heure. Ceux qui chaque semaine, chaque mois, font la navette depuis la Martinique, vers la Guadeloupe et parfois la Guyane. Ils sont assis là, silencieux. Tous sans exception tentent de grappiller quelques minutes, de sommeil ou de productivité, selon les styles. Car ils partagent tous le même objectif : faire de cette journée de travail pas si ordinaire que ça, une réussite. Certains ont relaté beaucoup d'imprévus, faits

de retards et d'annulations. Ils ont aussi et surtout évoqué des visages familiers, des anecdotes marquantes et souligné l'humanité qui s'installe et demeure, entre les passagers, mais aussi avec le personnel, à bord comme au sol.

Mais qui sont ces voyageurs ? À quelle fréquence voyagent-ils ? Et comment vivent-ils cette « routine », aussi enrichissante que challengeante ? Nous sommes allés à leur rencontre pour dresser le portrait de ces salariés et de ces entrepreneurs qui opèrent sur plusieurs territoires.



**Prénom :** Gladys et Megan  
**Fréquence :** 1 fois par mois depuis 1 an  
**Liaison :** Martinique > Guadeloupe  
**Secteur :** application Kopa (agroalimentaire)

« Je crois qu'on peut dire que voyager dans la Caraïbe constitue pour beaucoup un objectif de vie quand on y réside. Il y a cette envie et cette fierté liées au fait de collaborer avec des territoires voisins et d'emmener son entreprise sur un autre marché. Au début c'est très valorisant, mais en réalité comme je travaille avec mon conjoint, et que nous sommes aussi jeunes parents, ça nécessite pas mal d'organisation et aussi des sacrifices où nous voyageons chacun notre tour. Aujourd'hui, nous nous rendons au salon Gusto Pro auquel nous avons toujours souhaité participer, et c'est un de nos clients sur place qui nous a mis en contact avec l'organisateur et nous a donné l'opportunité d'y être exposants. Ça témoigne de la solidarité qui peut exister entre nos îles. »



**Prénom :** Leslie  
**Fréquence :** 8-9 fois par mois, depuis 8 ans  
**Liaison :** Martinique > Guadeloupe / Martinique > Guyane  
**Emploi :** administrateur judiciaire

« J'exerce sur les tribunaux de Cayenne, de Pointe-à-Pitre et de Martinique. Quand j'ai commencé, c'était extrêmement valorisant, qui plus est en tant que femme, d'origine antillaise et maman. J'aimais le côté "working girl" (rires) ! Aujourd'hui, je me déplace avant tout pour accompagner mes collaborateurs dans leur montée en compétences. Il y a cette envie de faire briller les autres plutôt que soi une fois que l'ego trip est terminé. »

**Prénom :** Patrice  
**Fréquence :** 2 fois par mois, depuis 3 ans  
**Liaison :** Martinique > Guadeloupe  
**Durée :** 1 jour  
**Emploi :** responsable dans la téléphonie mobile

« C'est une journée de travail très classique en somme, où je viens passer voir nos magasins de téléphonie mobile basés en Guadeloupe. La principale contrainte réside dans la planification de cette journée sur place, et une journée souvent réduite à quelques heures. Ça oblige à tenir un rythme millimétré. Le moindre impondérable peut rendre la journée très compliquée. Le point positif de ces trajets c'est qu'à force, on noue des liens, on discute, on se reconnaît, on finit même par s'appeler par nos prénoms et saluer les stewards (rires). J'apprécie ce côté humain. Ça montre qu'il reste encore de l'humanité malgré l'omniprésence des écrans. »



**Prénom :** Andréa  
**Fréquence :** 1 fois par mois depuis 2 ans  
**Liaison :** Martinique > Guadeloupe  
**Durée :** 1 jour  
**Emploi :** community manager freelance

« Vous me demandez de vous trouver une anecdote à 6h30 du matin (rires) ? Vous me croyez si je vous dis que j'ai une peur bleue de l'avion ? J'ai décidé de ne plus me laisser le choix (rires) ! J'ai un client principal en Guadeloupe, pour qui je viens passer une journée chaque mois. Comme tout se joue dans la journée, avant de me déplacer, je dois veiller à ce que toutes les conditions soient réunies pour que je puisse créer tous les contenus prévus. Cela implique d'anticiper les tournages, les scénarios et aussi les salariés de l'enseigne qui seront mobilisés pour ces contenus dédiés aux réseaux sociaux. Je mesure la confiance que mes clients m'accordent en choisissant de collaborer avec moi plutôt qu'un prestataire sur place. J'ai aussi dû organiser mes absences du territoire et je collabore avec d'autres freelances en Martinique pour pouvoir continuer à répondre aux besoins de mes clients martiniquais. Je dirais que ce fonctionnement me permet de me sentir libre et de voir plus loin. »



**Prénom :** Jean-Baptiste  
**Fréquence :** 2 à 3 fois par mois depuis 3 ans  
**Liaison :** Martinique > Guadeloupe  
**Durée :** 1 à 4 jours  
**Secteur professionnel :** BTP  
**Emploi :** directeur d'exploitation et de maintenance

« En tant que directeur d'exploitation et de maintenance, je vais régulièrement au contact de nos équipes en Guadeloupe, sur la base de 2 à 3 déplacements par mois. L'enjeu pour moi est de pouvoir être en contact direct avec les employés et les clients, c'est la même activité qu'en Martinique, avec les mêmes fournisseurs et les mêmes types de clients. Les façons de faire sont sensiblement identiques aussi entre les 2 territoires, à la différence de la Guyane où les méthodes et approches varient un peu. Ces déplacements réguliers font partie du business model de l'entreprise. Nous opérons sur deux marchés insulaires, et en tant que manager, je dois être présent dans nos 4 agences implantées aux Antilles. »

# BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ?

AU CAS OÙ VOUS NE LE SAURIEZ PAS, LE 28 AVRIL DERNIER AVAIT LIEU LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL. L'OCCASION DE RAPPELER QU'UNE ENTREPRISE QUI VEILLE AU BIEN-ÊTRE DE SES ÉQUIPES EST UNE ENTREPRISE OÙ « L'EMPLOYEUR PREND LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ET PROTÉGER LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE DES TRAVAILLEURS », SELON L'ARTICLE L. 4121-1 DU CODE DU TRAVAIL. EN RÉALITÉ, QUE L'ON SOIT COLLABORATEUR, MANAGER OU DIRIGEANT, NOUS SOMMES TOUS ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

30%

Environ des salariés guadeloupéens déclarent avoir été victimes d'au moins un fait de violence dans le milieu pro (insultes, humiliations, mise à l'écart, harcèlement).

Source : enquête Virage Outre-Mer INED, Exploitation ORSaG, 2021

13 accidents du travail/jour

En 2022, on dénombre en Martinique vs 4/jour en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Source : chiffres DEETS

C'est 359 par an en Guyane, en 2018.

Source : CNAM-MSA, 2019

53%

des dirigeants martiniquais se considèrent en moyenne ou mauvaise santé.

Source : consultation Aract-It Martinique, avril 2023

+39%

d'engagement

et 2,4 x plus de concentration chez les salariés en bonne santé mentale.

Source : baromètre Santé mentale et QVCT, Qualisocial x Ipsos, 2026

## Quelques rappels juridiques

### #prévention des risques

Un employeur qui ne prend pas de mesures pour préserver le travailleur des dangers dont il a ou aurait dû avoir conscience, manque à son obligation légale de sécurité et de protection de la santé, ce qui constitue une faute inexcusable.

Référence : cour de Cassation du 8 octobre 2020, Pourvoi n° 18-26.677

### #harcèlement

Lorsque vous déclarez une situation de harcèlement au travail à votre employeur, celui-ci doit mener une enquête interne spécifique. Dans le cas contraire, l'absence d'enquête interne constitue un manquement à son obligation de santé et de sécurité.

Référence : défenseure des droits, décision n°2025-130 (7 juillet 2025)

### #management toxique

Sachez qu'un management toxique (« maladroit », « injuste », « agressif », « malsain ») peut justifier un licenciement pour faute grave. L'employeur tolérant ce comportement pourrait, par ailleurs, être accusé de manquement à son obligation de prévention.

Référence : cour de Cassation du 26 février 2025, n°22-23.703

« DANS NOS CULTURES, GARDER CETTE FRONTIÈRE ENTRE LA VIE PERSONNELLE ET LA VIE PROFESSIONNELLE, SON ÉTAT DE SANTÉ, SANTÉ MENTALE EN L'OCCURRENCE, PEUT ÊTRE ENCORE TABOU. CELA PEUT ÊTRE UN SIGNE DE FAIBLESSE POUR CERTAINS »



Cédric Louisy-Louis, spécialiste de la qualité de vie et conditions de travail (QVCT), expert bonfilon dans la vidéo « Santé mentale : tabou ou priorité ? »

RETROUVEZ PLUS DE  
CONTENUS SUR L'EMPLOI  
SUR BONFILON.INFO

## Ressources pour creuser le sujet

### Faire le point RPS

On parle de Risques psychosociaux pour décrire les risques pour la santé à la fois physique et psychique au travail. L'INRS a développé un outil de diagnostic spécialement dédié aux petites entreprises, pour leur permettre d'identifier et d'évaluer les RPS présents au sein de la structure, et pouvoir ensuite y remédier.

C'est disponible sur [www.inrs.fr/publications/outils/faire-le-point-rps](http://www.inrs.fr/publications/outils/faire-le-point-rps)

### Je dis prévention !

Ce magazine trimestriel du Service de prévention et de santé au travail de Guyane permet de se tenir à jour des obligations réglementaires en matière de santé au travail et fournit des informations pratiques pour améliorer les pratiques de son entreprise en matière de prévention et de gestion des risques professionnels.

Disponible sur [spstg.fr/magazine](http://spstg.fr/magazine)

### Le compte professionnel de prévention

Vous êtes un salarié du privé exposé à des conditions de travail réglementairement reconnues comme étant pénibles ? Le C2P permet à votre employeur de déclarer l'exposition à 6 facteurs de risques, vous permettant d'obtenir des points pour adapter vos conditions de travail. Il peut s'agir de financement d'une reconversion, d'un passage à temps partiel ou d'un départ anticipé à la retraite.

Rendez-vous sur [www.compteprofessionnelprevention.fr](http://www.compteprofessionnelprevention.fr)

### Émotions (au travail)

De « Quelle énergie investir dans les relations sociales au travail ? » à « Bienveillance au travail : doux équilibre ou béquille encombrante ? », chaque épisode de ce podcast est l'occasion de se plonger dans des sujets à-propos, avec des invités pertinents.

À retrouver sur toutes les plateformes d'écoute

### Amitié au travail

Dans le cadre d'une enquête qualitative, en cours depuis 2023, dédiée à l'amitié au travail, les chercheurs François Henry et Marie-Christine Monnoyer publieront des articles axés sur l'articulation entre amitié et bien-être, hiérarchie, travail bien fait et totalitarisme. Les premières conclusions de leur étude montrent une corrélation positive entre amitié au travail et objectivité, liberté d'expression, qualité du travail et partage d'informations.



bonfilon  
by EWAG

# INGÉNIEURE GLOBE-TROTTEUSE



© Célia Duquesnay

QUAND ELLE ÉTAIT PETITE, CÉLIA DUQUESNAY VOULAIT ÊTRE MÉDECIN MILITAIRE. FINALEMENT, C'EST LA SANTÉ DES SOLS QUI RETIENT TOUTE SON ATTENTION AUJOURD'HUI. INGÉNIEURE AGRÉENVIRONNEMENTALE FORMÉE AU CANADA, LA JEUNE MARTINQUAISE S'EST SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DE L'EAU ET L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES RURAUX.

Texte Caroline Bablin

## Québec

« Je suis partie au Canada juste après le bac, en août 2014, le jour de mes 18 ans, pour intégrer l'université Laval, à Québec. J'aurais pu aller en prépa et passer des concours en France, mais j'ai préféré le cursus canadien, moins élitiste. Les ingénieurs sont formés à l'université, avec un choix très large au niveau des spécialités. Pour ma part, j'ai choisi le génie agronome. J'ai été diplômée en 2019 et j'ai commencé à travailler dans le domaine de la santé des sols et la gestion de l'eau : conception de ponceaux, systèmes de drainage souterrain, mise en place d'aménagements spécifiques pour contrôler l'érosion, etc. »

## La Barbade

« Pendant deux ans, j'ai fait mon "juniorat"<sup>(1)</sup> en région et en 2022, j'ai enfin pu signer moi-même mes calculs et plans. J'adorais ce que je faisais mais j'en avais un peu marre d'être en région. Alors j'ai démissionné et avec mon compagnon, nous sommes partis à La Barbade pendant six mois. Une période de réflexion au terme de laquelle nous sommes rentrés au Canada pour nous installer tout près de Montréal. J'ai rapidement trouvé un emploi dans mon domaine et j'ai pu négocier de travailler à distance pendant les mois d'hiver, de décembre à avril, ce qui nous a permis de rentrer en Martinique et de partir au Nicaragua. »

## Canmore, en Alberta

« J'adore mon métier, je peux avoir des projets très différents d'une année à l'autre, d'une saison à l'autre, mais j'aime aussi découvrir d'autres pays. Aujourd'hui, mon entreprise a accepté que je sois à 100% en télétravail. Avec mon compagnon, je viens d'emménager dans l'Ouest canadien, à Canmore, en Alberta, tout en continuant de travailler avec mes clients à Montréal. À partir des données relevées par les techniciens sur le terrain, je rédige les rapports, dessine les plans, monte les dossiers, et quand j'ai fini, je pars randonner dans les Rocheuses... »

(1) Au Canada, l'ingénieur tout juste diplômé travaille d'abord sous la responsabilité d'un ingénieur expérimenté avant de passer lui-même "senior".



# 23 millions

C'est le montant que l'on retrouve sur une des lignes de dépenses des Forces armées aux Antilles (FAA), pour l'année 2026. Les ressources militaires dans notre bassin géographique comptent plusieurs milliers de personnes, des véhicules et des bases. Les répercussions de la vie de tout ce beau monde peuvent se mesurer à différentes échelles. Il y a les spectaculaires saisies de drogue (avec photo de ballots de cocaïne et de militaires masqués), les opérations de coopération régionale (essentielle à la doctrine militaire française), l'entraînement à l'assistance de la population en cas de catastrophe (le cœur de la mission du 33<sup>e</sup> RIMA par exemple). Reste la partie financière de l'iceberg que cela représente : en Martinique, 23 millions d'euros de marchés publics pour aménager, réparer, construire, adapter et mettre aux normes les bâtiments, entretenir les véhicules, réparer les centrales de climatisation, équiper les cuisines, nourrir les troupes, etc. 40 millions en 2027. Une coquette somme, capable de venir dynamiser les carnets de commandes de toute une série d'entreprises locales, spécialisées dans le bâtiment (tous corps d'état), les travaux neufs et réhabilitation, la maintenance du bâtiment, la maîtrise d'œuvre, l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et les études préliminaires.

Si les entrepreneurs locaux peinent encore, à ce jour, à capter ces marchés « par manque d'information sur les procédures, les projets concrets ou les modalités d'accès », pointe la Chambre de commerce et d'industrie de Martinique, cela peut s'apprendre. La preuve avec les services consulaires dédiés pour permettre aux TPME d'envisager sérieusement cette option et de se qualifier pour ces marchés encadrés. Mieux, à regarder de plus près les troupes installées au fort Desaix ou celles qui circulent dans les couloirs du porte-hélicoptères Dixmude, en escale en mai, on apprend que les interactions salutaires entre l'armée et la population civile ne s'arrêtent pas là. Aux opportunités de business, s'ajoute une opportunité d'engagement pour les salariés de toutes les entreprises du territoire. Ils sont 600 réservistes aux Antilles, 480 en Martinique et 120 en Guadeloupe. Des hommes et des femmes qui viennent exercer en moyenne 35 jours dans l'année au sein des FAA, qui en tant que comptable, qui en tant que conducteur de poids lourds, etc. Chacun sa spécialité, son planning, et pour chacun une manière de trouver un nouvel engagement professionnel et participer en fait à renforcer le lien armée-nation. Ou comment se rappeler que nous sommes tous sur le même bateau, avec le même cap.

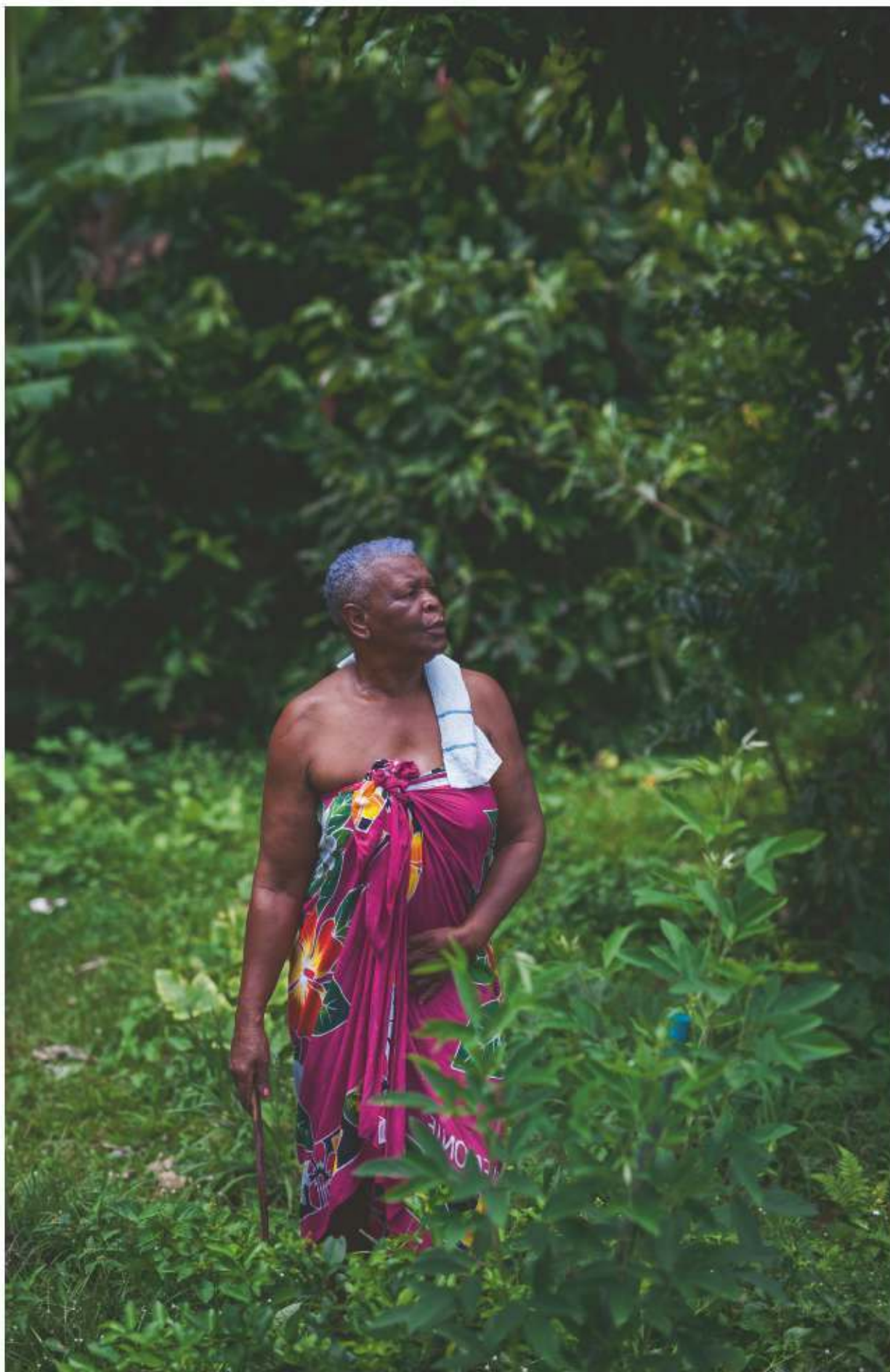
Texte Mathieu Rached



# *Le jardin de ma mère*

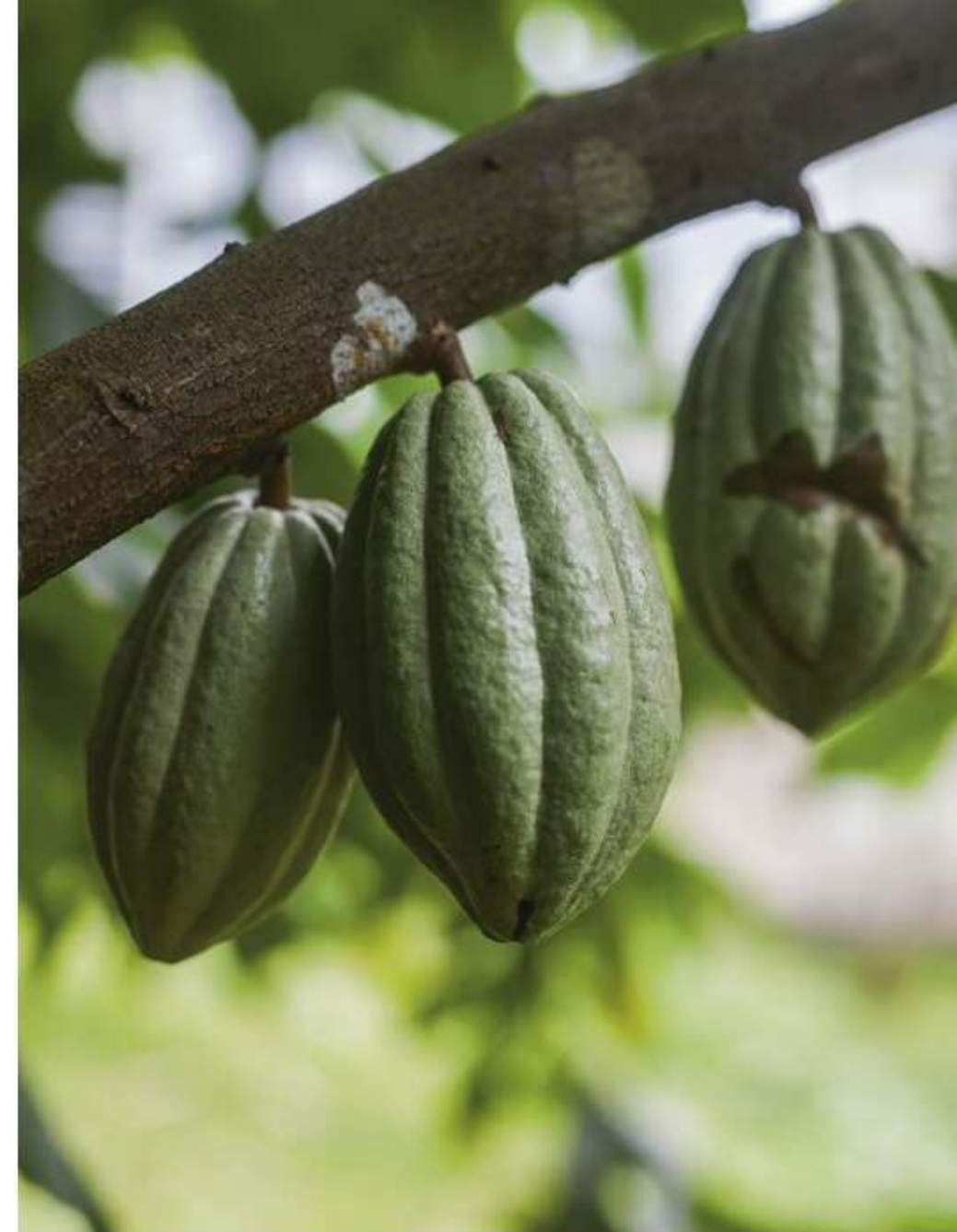
CÉDRICK-ISHAM CALVADOS

**Cédric-Isham Calvados est un photographe autodidacte guadeloupéen. Journaliste de formation, il travaille comme pigiste pour France-Antilles en 2004 avant d'entamer une carrière de photojournaliste, en 2017, avec l'AFP. Lors du passage du cyclone Maria en Guadeloupe et à la Dominique, ses clichés ont été publiés, à trois reprises, dans *The New York Times*. Son travail explore la question de l'identité des populations issues des territoires dits d'outre-mer.**



CETTE FEMME EST MA MÈRE, ET LES ANNÉES PASSANT, JE RÉALISE À QUEL POINT LE SAVOIR QUI L'HABITE EST VASTE. C'EST UN CHAMP QUE J'AI SI PEU PRIS LE TEMPS D'EXPLORER. POURQUOI ? PARCE QUE J'ÉTAIS JEUNE ET IGNORANT. PARCE QUE JE NE SENTAIS PAS LA TERRE COMME ELLE LA RESSENT. JE NE VIBRAIS PAS LA NATURE COMME ELLE LA VIBRE.

*1 - Elle me le dit fièrement : « Depuis que j'ai emménagé dans cette maison, le cacaoyer s'est remis à porter du fruit. C'est comme s'il m'attendait ». Ses yeux brillent quand elle me montre ces nouvelles cabosses qui ne vont pas tarder à tendre vers la couleur de la maturité.*



*2 - La main de ma mère passe dans son petit plant de « doliprane », une plante médicinale réputée pour calmer les maux de tête et calmer les fièvres. Cette herbe pousse de façon autonome, mais nécessite un minimum d'attention. Elle a décidé de le placer au pied de l'escalier de sa véranda. Il est, en compagnie d'autres plants, une sorte de tapis vert qui fait déférence à sa reine.*





3 (haut) - Elle s'est fixé l'objectif de sortir de terre un pommier cannelle. Elle en prend grand soin pour favoriser une pousse confortable. Elle se baisse, elle arrache les petites herbes folles qui veulent égarer l'arbre en devenir. Une partie de moi se demande si j'aurais l'occasion, moi aussi d'en profiter.

4 (ci-contre) - Un peu plus bas dans son jardin, quand on lève la tête, le bananier brandit une belle colonie de poyos. Je suis encore curieux de savoir comment elle fait pour les faire descendre de leur piédestal. Mais, je suis sûrement en train de la sous-estimer. Car si elle est capable de faire sortir des arbres de terre, elle est sûrement aussi fort capable de faire tomber des bananes du ciel.

5 (page de droite, haut) - Sa main se saisit de ce qu'on appelle des pois de bois. Je me souviens encore de ces week-ends où, enfant, elle me demandait de l'accompagner dans le jardin pour en faire la récolte. Je vivais cela comme une contrainte, et je pestais contre ces petites boules aux couleurs pastel sans odeur particulière, qui sont de loin un des grands classiques de notre gastronomie locale.

6 (page de droite, bas) - Avant de repartir, elle me rappelle qu'elle m'avait promis de me donner un peu de persil. Je lui demande de ne pas m'en donner trop car je manquerais sûrement de temps pour tout utiliser. Elle n'a pas dû m'entendre. Elle m'en a donné tout une poignée. On en revient à cette générosité qui fait partie de notre identité. Mais, je retrouve aussi, là, dans ce geste simple, les gestes de l'amour. Celui d'une femme pour la terre. Celui d'une mère pour son fils.



IL Y A 25 ANS, LE 21 MAI 2001, LA FRANCE DEVENAIT LE 1ER PAYS DU MONDE À RECONNAÎTRE LA TRAITE ET L'ESCLAVAGE COMME CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ. CETTE LOI INTRODUIT, DÈS LORS, D'ACCORDER UNE PLUS GRANDE PLACE À L'ENSEIGNEMENT DE CES SUJETS DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES ET DE RECHERCHES ET PRÉVOIT, DANS SON ARTICLE 3, DE CONVENIR D'UNE DATE DE COMMÉMORATION NATIONALE. C'EST CHOSE FAITE, EN 2006, QUAND JACQUES CHIRAC CHOISIT LE 10 MAI, SUR RECOMMANDATION DU COMITÉ NATIONAL POUR LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE DE L'ESCLAVAGE (CNMHE), ALORS PRÉSIDIÉ PAR MARYSE CONDÉ. LE 10 MAI COMME CLIN D'ŒIL AU JOUR OÙ LE SÉNAT A ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, EN DERNIÈRE LECTURE, LA LOI DITE « LOI TAUBIRA ».

Sélection de Floriane Jean-Gilles



21:49

La loi du 21 mai 2001 est l'aboutissement de décennies de lutte et d'initiatives pour faire reconnaître la mémoire de l'esclavage et l'histoire de la traite, là où, depuis 1848, seule l'abolition était un élément du récit national. L'esclavage a été oublié à l'image des recommandations du gouverneur de la Martinique, Rostoland, qui, le jour de l'application du décret de l'abolition, « recommandait à chacun l'oubli du passé ». Cet entretien avec la journaliste Anne Chemin, retrace le chemin parcouru jusqu'à ce 21 mai 2001.

**Loi Taubira : le long combat pour la mémoire de l'esclavage** - L'Heure du Monde, Le Monde

# LA LOI TAUBIRA



5:00

Remontons en 1998. Paris, le 23 mai : une marche silencieuse rassemble 40 000 personnes et donne naissance, l'année suivante au Comité Marche du 23 mai 98 (CM98). Cette manifestation est une réaction à un slogan officiel, alors qu'on célèbre le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de l'esclavage : « Tous nés en 1848 ». Une fois de plus la traite est passée sous silence et entraîne un soulèvement populaire.

**Archives d'Outre-mer : 23 mai, Journée nationale d'hommage aux victimes de l'esclavage** - franceinfo



3:00

La même année, le colloque international « Poétiques d'Édouard Glissant », organisé à la Sorbonne, s'achève, le 13 mars, par une déclaration restée célèbre, signée d'Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau et Wole Soyinka : *Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage*. Un plaidoyer pour faire reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité.

**Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage** - Édouard Glissant, une pensée archipélique



16:00

25 ans après, Christiane Taubira s'exprime sur les avancées et les limites de la loi qu'elle a portée. La question des réparations, l'abstention de la France, le 25 mars dernier, au vote de l'ONU, ou les récentes attaques racistes visant des élus sont au cœur de débats d'actualité et nous interroge sur le chemin qu'il reste à parcourir.

**25 ans après, Christiane Taubira revient sur le combat pour sa loi historique sur l'esclavage** - France 24

Retrouvez la playlist complète



## SONJÉ !

« ON NE RÉPARE PAS LA MÉMOIRE, COMME UNE BOÎTE À FUSIBLES », ÉCRIVAIT ÉDOUARD GLISSANT DANS SON RAPPORT POUR LA CRÉATION D'UN CENTRE NATIONAL POUR LA MÉMOIRE DES ESCLAVAGES ET DE LEURS ABOLITIONS. UN RAPPORT, COMMANDÉ EN 2006, PAR LE PRÉSIDENT JACQUES CHIRAC. AU DEVOIR DE MÉMOIRE, GLISSANT SUBSTITUAIT « UN DEVOIR DE CONNAISSANCE ET, DANS LE CAS DES ESCLAVAGES, DE RE-CONNAISSANCE : ET C'EST LA CONNAISSANCE, ET ELLE SEULE, QUI RAVIVERA LA MÉMOIRE ». VOILÀ NOTRE SÉLECTION.

Texte Floriane Jean-Gilles

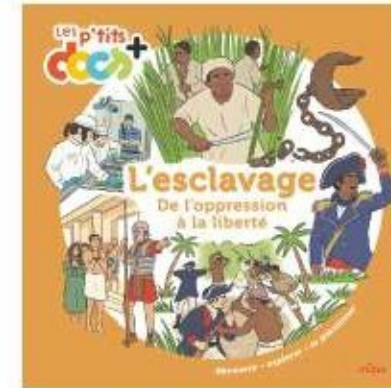
## À FAIRE



Remonter son arbre généalogique jusqu'à découvrir la trace de ses aïeux libérés et nommés en 1848. Anchoukaj est l'œuvre d'un travail d'archives titanesque, mené par le Comité marche du 23 mai 1998, restitué au public à travers ce moteur de recherche. Vous êtes à un clic de la larme à l'œil !

[www.anchoukaj.org](http://www.anchoukaj.org)

## À LIRE

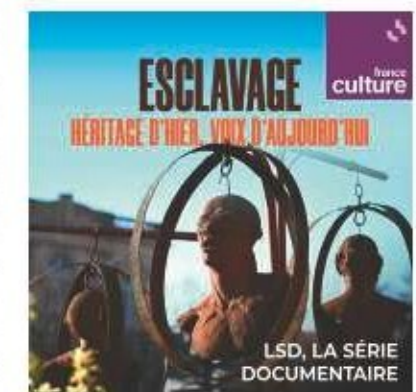


On aime l'idée qu'il n'y a pas d'âge pour parler de l'esclavage. Et encore plus, quand on sait la difficulté qui persiste parfois à aborder cette question en famille. Ce livre documentaire pose les premiers jalons, de l'Antiquité à nos jours, sans rien occulter des violences et des résistances. Écrit par Audrey Guillier et illustré par Sara Vincenzi, l'ouvrage a été relu par Myriam Cottias, directrice du Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES).

*L'esclavage, de l'oppression à la liberté*, éditions Milan, 40 pages, 2026. À partir de 7 ans.

## À ÉCOUTER

Ils sont artistes, universitaires, historiens, militants associatifs, filles et fils d'esclaves ou descendants de négriers, tous racontent l'esclavage au micro d'Aurélie Bambuck. Cette série de 4 reportages est à la fois une déambulation géographique, dans les anciens ports de la traite atlantique, et une mémoire vivante et polyphonique. Chaque histoire, chaque souvenir de famille, chaque nom, chaque lieu, chaque initiative raconte une histoire plus grande et contribue, en patchwork, à en faire l'héritage de tous. C'est passionnant et nécessaire.



*Esclavage : héritage d'hier, voix d'aujourd'hui* (4 épisodes), à écouter sur Radio France

## À VOIR

On a tous en tête cette image de Christiane Taubira, au pupitre de l'Assemblée nationale, déclarant : « Nous allons décrire le crime, l'œuvre d'oubli, le silence, et dire les raisons de donner nom et statut à cette abomination ». Un discours qui fait date, une loi pionnière. Le documentaire de Mathilde Damoiseil en ravive le souvenir, 25 ans après.



Christiane Taubira : une loi pour mémoire, disponible sur france.tv

## À MÉDITER

« C'est en quoi la mémoire des esclavages nous est avant tout précieuse. Comme la mémoire de tout massacre ou de tout génocide, elle importe à l'équilibre du monde. Non pas parce que la mémoire nous est indispensable, ni parce que la morale nous l'impose, mais parce que l'absence de mémoire laisse en chacun et en tous une faiblesse irréparable. Et aussi parce que toute mémoire récupérée est avant tout un outil de solidarité entre peuples. Il nous faut d'abord nous souvenir ensemble, et que l'oubli à l'occasion devienne un consentement non troublé, ratifié par tous. Notre action la plus haute devrait être de restaurer dans ce monde les prestiges de l'alliance, et d'aviver la rencontre des différences. »

*Mémoires des esclavages*, Édouard Glissant, éditions Gallimard/La documentation française, 2007

## À DÉCOUVRIR



Audrey Célestine, historienne et politiste, professeure à l'Université de New York et présidente du conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME)

PERDRE LA MÉMOIRE, LA RECONVOQUER, EN FAIRE UN DEVOIR, EN ÉRIGER LES LIEUX POUR CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE. QUE SIGNIFIE « SE SOUVENIR » ? NOUS AVONS POSÉ LA QUESTION À AUDREY CÉLESTINE, HISTORIENNE ET POLITISTE, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE NEW YORK ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE (FME).

**En ce mois des mémoires, que signifie, pour vous, « se souvenir » ?**

La question n'est pas si simple. Les gens n'ont jamais cessé de se souvenir, ils le font d'ailleurs tout le temps. La peur du retour de l'esclavage, l'enjeu de la dignité, l'enjeu de s'en sortir, sont autant de questions qui ont traversé nos sociétés depuis l'abolition. Là où l'enjeu de se souvenir est plus complexe, c'est lorsqu'il touche au caractère officiel de la chose. Il s'agit là de se souvenir de façon collective et d'inscrire cela dans un calendrier national. Il s'agit de la construction même de la nation. C'est plutôt ça, je pense, l'enjeu d'actualité. Aujourd'hui, se souvenir, c'est prendre la mesure de cette histoire-là et de ses traces dans le présent de tous. Notre modernité, le monde dans lequel nous habitons, est le résultat de ces mécanismes puissants.

**On parle aujourd'hui plus volontiers de « travail de mémoire » plutôt que de « devoir de mémoire », pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?**

Il y a, peut-être, dans la notion de devoir de mémoire, un aspect normatif, qui peut sonner un peu creux, presque de l'ordre de l'incantation. Alors qu'il y a dans l'expression « travail de mémoire », cette idée que les

choses sont à recommencer en permanence, c'est-à-dire qu'il y a un travail de transmission, de mise à jour des connaissances, de commémorations qui n'est jamais abouti. Je pense que c'est un peu ça que le passage de « devoir » à « travail » peut impliquer.

**Les lois mémorielles suscitent encore le débat, qui doit écrire l'histoire ? Et pourquoi ces lois sont importantes ?**

Les lois mémorielles n'arrivent pas de nulle part, elles n'arrivent pas juste pour des raisons purement morales, elles agissent comme une réponse au négationnisme ou au révisionnisme. Et si les historiens travaillent à partir de sources, de méthodes, dans un rapport à la vérité, ils ne sont pas les seuls acteurs de l'écriture du passé. En réalité, ce passé est l'affaire de tous, et l'histoire elle-même n'est pas figée.

Après la loi Taubira, on a pu constater une recrudescence des recherches sur l'esclavage. L'historienne Dominique Rogers en a, d'ailleurs, dressé un état des lieux, dans le *Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LIBRE)* qu'elle a coordonné au nom de la FME. Beaucoup pensent que la loi ne devrait pas avoir à faire avec l'histoire, et peut-être ; mais dire que ces lois empêchent les historiens de faire leur travail, c'est faux. C'est faux parce qu'il y a de plus en plus de recherches sur ces questions. La loi a permis d'apporter une légitimité à ces sujets.

Les lois mémorielles n'ont rien à voir avec la repentance ou la flagellation, elles prennent acte, elles disent : « Voilà ce dont on parle, des millions de vies ont été exterminées ». Et si pour cela il faut des moments de commémoration, il faut des discours, il faut des manifestations, eh bien soit ! Et en fait, là, on est au-delà de l'écriture de l'histoire.

**Vous souvenez-vous de la première fois où vous avez été confrontée à l'histoire de l'esclavage ?**

Le premier souvenir qui me revient à l'esprit, c'est en 1988, j'avais 8 ans, et je jouais le rôle d'une esclave dans un grand spectacle, organisé en plein air, à Fort-de-France, intitulé *Liberté inachevée*, sous la houlette d'Ousmane Seck, professeur de théâtre. Le spectacle avait été organisé dans le cadre de la 140<sup>e</sup> commémoration de l'abolition de l'esclavage. Je fais partie de cette génération pour laquelle l'esclavage n'a jamais été une histoire tabou. Je garde aussi le souvenir de discussion de famille sur le colorisme, qui découle tout droit de ce passé. Mais j'ai pris la mesure de l'horreur que ça représentait de façon très progressive. Je pense que le film *Rue Cases-Nègres*, d'Euzhan Palcy, m'a permis de faire le pont entre le monde des années 1980 dans lequel je vivais et le monde de l'esclavage, par cette représentation de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. J'ai aussi en tête, comme beaucoup de personnes, la série *Roots (Racines)*. Par conséquent, la

représentation que j'avais de l'esclavage, c'était le coton et les États-Unis. Puis, on a connu les *telenovelas*, que ma grand-mère adorait, comme *Isaura*. Mais là, c'étaient les images du Brésil. Pourtant on se reconnaissait dans ces fictions, la culture populaire a joué un rôle dans mon appréhension de l'histoire de l'esclavage.

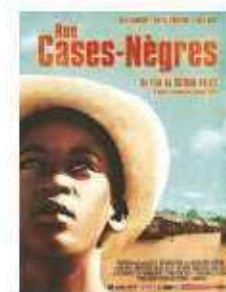
**Si vous deviez recommander un livre, un film, un podcast essentiel pour renouer avec l'histoire de l'esclavage, lequel serait-il ?**

Ce n'est pas facile de choisir, car c'est un patchwork. Mais si je dois en citer un seul, je dirai que *Silencing the Past* de Michel-Rolph Trouillot, récemment traduit en français, sous le titre *Faire taire le passé*, a beaucoup compté pour moi. C'est un livre important sur la réflexion entre le passé, le présent, la mémoire, sur ce que la révolution haïtienne a fait à l'histoire, sur la manière dont cette révolution a reconstruit les catégories de liberté, parce que d'un coup, il est devenu possible que des esclaves se révoltent au nom de l'émancipation.

### La sélection d'Audrey Célestine



*Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LIBRE)*, coordonné par Dominique Rogers (à lire sur Calaméo)



*Rue Cases-Nègres* de Euzhan Palcy (1983)



*Faire taire le passé*, éditions Lux, 280 pages, 2025

# CAP SUR L'ÎLE DE GORÉE



Il y a 50 ans, Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, arrivait en Martinique en visite officielle. Nous sommes en 1976 et la rencontre avec Aimé Césaire fait date parce que c'est la première fois qu'un dirigeant africain en exercice voyage en Martinique, parce qu'elle célèbre les retrouvailles culturelles avec l'Afrique, parce qu'elle réunit deux figures intellectuelles et politiques indiscutables, fondatrices du concept de négritude. Un demi-siècle plus tard, pour commémorer cette rencontre, une yole martiniquaise a été acheminée jusqu'à l'île de Gorée où elle fera une traversée unique avant de devenir une pièce de musée qui relie deux territoires et reconnecte une histoire longtemps fragmentée entre l'Afrique et les Caraïbes. Texte Mathieu Rached

# Ce qu'il ne fallait pas louper !

ENTRE QUÊTE D'IDENTITÉ, MÉMOIRE HISTORIQUE ET DÉCRYPTAGE SOCIÉTAL, VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.



## KANY : L'IDENTITÉ PLURIELLE

« Je suis bien Martiniquaise, Malienne et Ivoirienne. » L'artiste Kany s'est livrée sur son parcours, entre R&B, afro-pop et racines caribéennes. Sans calcul, le créole s'invite naturellement dans ses textes, reflet d'une identité riche qu'elle ne remet jamais en question.

▶ 271,6 k vues  
♥ 22,8 k Interactions



## BUMIDOM : LE VÉCU D'UNE GÉNÉRATION

À travers le récit poignant de Jérônise, partie à 18 ans, nous sommes revenus sur l'histoire du BUMIDOM. Entre promesses de formation et réalité des tâches domestiques, ce témoignage en deux parties lève le voile sur le déracinement et la résilience de toute une génération.

▶ 317,2 k vues  
♥ 13,2 k Interactions



## FANN TCHOU : L'ANALYSE

Le « fann tchou » est-il un frein à notre réussite collective ? Le psychologue Errol Nuissier a décrypté pour nous cette expression créole, souvent synonyme d'une énergie détournée pour empêcher l'autre d'avancer. Une réflexion sur l'importance de transformer nos dynamiques sociales.

▶ 150,9 k vues  
♥ 2,9 k Interactions



@EWAG.FR

Juin 2026



## on (se) formait pour (se) transformer ?

Retrouvez toute la programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?  
**CONTACTEZ-NOUS**

GUYANE  
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN  
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE  
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





et toujours  
aussi  
**frais!**



Les Boutiques  
**CAP CRÉOLE**

ÉPICERIES FINES DES ANTILLES

**DES SPÉCIALITÉS GÉNÉREUSES ET AUTHENTIQUES**

Rillettes de la Mer, Nuggets de Daurade, Saucisson de la mer, Saucisses de Marlin, Poisson fumé & tranché des Caraïbes, Hâchés de Thon ou de Marlin aux herbes, Tapas de la mer, Magret de canard fumé, Filet mignon de porc fumé, Cave à Rhums & vins fins, produits culinaires locaux



**NOUVEAU**

LIVRAISON À DOMICILE  
en France • capcreole.com